

Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence

Cameroun



Septembre 2015

Données collectées en septembre 2015



**Programme
Alimentaire
Mondial**

Evaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun

Données collectées du 14 au 28 septembre 2015

Supervision technique

PAM Cameroun

- Njilié Francis
- Adamou Apollinaire
- Amougou Joseph
- Hamadou Paul
- Kamani Lionel

PNSA

- Foudama Nicolas
- Abate Thomas
- Nyago Justin
- Payang Jérémie
- Ali Gueime

Pour plus d'informations veuillez contacter :

M. Felix BF Gomez, Directeur et Représentant du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun,
felix.gomez@wfp.org

Mme Elvira Pruscini, Directrice Adjointe du Programme Alimentaire Mondial au Cameroun,
elvira.pruscini@wfp.org

Remerciements

La réalisation et la réussite de cette évaluation sont le fruit d'une large collaboration entre plusieurs institutions impliquées dans la conception de la méthodologie, la collecte, le traitement, l'analyse des données et l'élaboration du rapport.

La mission remercie tous les cadres du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), en particulier ceux du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) qui ont facilité la préparation et la collecte des données dans tous les villages, quartiers et marchés visités.

La mission adresse sa reconnaissance aux autorités administratives et militaires des régions de l'Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et Est ainsi qu'aux autorités traditionnelles des villages enquêtés pour le bon accueil et les facilités offertes aux équipes de collecte des données.

La mission exprime ses sincères remerciements aux collègues du bureau pays du PAM Cameroun et du bureau régional pour leur soutien technique.

La mission formule également sa profonde gratitude à tous les enquêteurs, agents de traitement et superviseurs, traducteurs et chauffeurs qui ont effectué un travail de qualité malgré des conditions climatiques et logistiques parfois difficiles. Leurs efforts ont fortement contribué à la qualité des données obtenues.

Enfin, des remerciements spéciaux aux ménages, commerçants et personnes ressources enquêtés qui, malgré leurs multiples occupations, ont réservé un accueil chaleureux aux équipes et ont apporté leur coopération lors de la collecte.

Sommaire

RESUME EXECUTIF	7
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE	9
2. METHODOLOGIE	12
2.1 Objectifs de l'enquête	12
2.2 Échantillonnage et représentativité	12
2.3 Outils de collecte	13
2.4 Formation des enquêteurs, équipes et collecte des données	13
2.5 Traitement et analyse des données	13
2.6 Limites de l'enquête	13
3. RESULTATS	15
3.1 Consommation alimentaire	15
3.2 Vulnérabilité économique	18
3.3 Stratégies d'adaptation	19
3.3.1 Stratégies de consommation alimentaire	19
3.3.2 Stratégies des moyens d'existence.....	20
3.4 Situation de la sécurité alimentaire.....	21
3.5 Caractéristiques et profil des ménages en Insécurité Alimentaire	24
3.6 Situation des marchés	31
4. CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	33
4.1 Chocs	33
4.2 Contraintes du monde rural	34
4.3 Manque d'infrastructure-Santé.....	36
4.4 Manque d'infrastructure-Education.....	36
5. PRIORITES DES MENAGES	37
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	38
ANNEXES	41

Liste des Figures

Figure 1 : Fréquence hebdomadaire de consommation des principaux groupes alimentaires.....	16	
Figure 2: Consommation de fer par les ménages ayant une consommation pauvre à limite	16	
Figure 3: Consommation de Vitamine A par les ménages ayant une consommation pauvre à limite	17	
Figure 4: Consommation de protéines par les ménages ayant une consommation pauvre à limite	17	
Figure 5: Principales sources d'aliments.....	18	
Figure 6: Indice réduit des stratégies de survie (rCSI) par région	19	
Figure 7: Stratégies adoptées	20	
Figure 8: Adoption des stratégies des moyens d'existence par les ménages.....	21	
Figure 9: Bien-être des ménages et sécurité alimentaire	25	
Figure 10: Dépenses mensuelles et insécurité alimentaire	27	
Figure 11: Groupes des moyens d'existence et insécurité alimentaire	29	
Figure 12: Evolution des termes de l'échange entre bovin et sorgho	32	
Figure 13: Termes de l'échange entre ovin et sorgho	32	
Figure 14: Principaux chocs dans l'Extrême-Nord	Figure 15: Principaux chocs dans le Nord	33
Figure 16: Principaux chocs dans l'Adamaoua	Figure 17: Principaux chocs dans l'Est	34
Figure 18: Evolution du cheptel par rapport à l'année précédente		35
Figure 19: Principales priorités dans l'Extrême-Nord	Figure 20: Principales priorités le Nord	37
Figure 21: Principales priorités dans l'Adamaoua	Figure 22: Principales priorités dans l'Est	37

Liste des Tableaux

Tableau 1: Calendrier agricole	10
Tableau 2: Echantillonnage de l'enquête	12
Tableau 3: Consommation alimentaire du ménage lors des sept jours précédant l'enquête	15
Tableau 4: Proportion des dépenses alimentaires sur le total mensuel	18
Tableau 5: Synthèse CARI	21
Tableau 6: Personnes en insécurité alimentaire	23
Tableau 7: Nombre des repas journaliers et insécurité alimentaire	24
Tableau 8: Provenance des céréales	24
Tableau 9: Niveau de bien-être des ménages	25
Tableau 10: Instabilité des revenus et perception de leur baisse	26
Tableau 11: Instabilité des revenus et insécurité alimentaire	26

Liste des Cartes

Carte 1: Régions de la zone d'étude et mouvements des réfugiés	9
Carte 2: Prévalence de l'insécurité alimentaire	22

Acronymes et sigles

BH	Boko Haram
CAPAM	Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier
CARI	Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CFSAM	Crop and Food Security Assessment Mission
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EFSA	Emergency Food Security Assessment
F CFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
GME	Groupe de Moyen d'Existence
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IA	Insécurité Alimentaire
INS	Institut National de la Statistique
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINFI/DGD	Ministère des Finances /Direction Générale de la Douane
ODK	Open Data Kit
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	République Centrafricaine
RGPH 3	3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SODECOTON	Société de développement du coton
SPSS	Statistical Package for Social Sciences
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping

RESUME EXECUTIF

Combien de ménages sont-ils en insécurité alimentaire ?

Dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun environ 19 % des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 2 % en insécurité alimentaire sévère, ce qui se traduit en **1 966 000 personnes en insécurité alimentaire** dont **249 000 en insécurité alimentaire sévère**.

Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Les ménages où les femmes sont écartées de la gestion des revenus, ceux qui ont un accès limité aux terres cultivables, ceux qui ont subi des chocs au détriment de leur capacité de générer des revenus et ceux vivant de revenus instables sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les ménages vivant du travail occasionnel, de dons et d'aide, de ressources forestières et les artisans ont plus de probabilités d'être en insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est plus importante auprès des réfugiés (50 %) et personnes déplacées (40 %), qu'au sein des populations qui résident en permanence dans leur village depuis trois ans (17 %).

Les ménages en **insécurité alimentaire sévère** ont une consommation alimentaire très pauvre et des moyens de subsistance détériorés : 20 % d'entre eux ont dépensé plus du trois quarts de leurs revenus dans les aliments et 10 % ont usé des stratégies d'urgence.

Ceux qui sont en **insécurité alimentaire modérée** ont une consommation très pauvre (16 %), des capacités réduites pour assurer leurs besoins alimentaires réduits (22 % affectent entre 65 et 75 % des dépenses aux aliments), épuisant rapidement leurs moyens d'existence (16 % ont eu recours aux stratégies de crise).

Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

La région de l'**Extrême-Nord** est la plus touchée, avec environ 35 % de ménages en insécurité alimentaire dont 5 % en insécurité alimentaire sévère, suivie de l'**Adamaoua** avec 19 % de ménages en insécurité alimentaires dont 1 % en insécurité alimentaire sévère. En particulier, la situation est très préoccupante dans le département de Diamaré où la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 37 %.

Les régions du Nord et de l'Est sont moins touchées, respectivement avec 11 % et 8 % de ménages en insécurité alimentaire.

Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire ?

La combinaison des facteurs défavorables (pauvreté, conflits agropastoraux, accès à la terre, manque d'emploi, agriculture à caractère de subsistance et non développée) sont les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua.

A ce contexte peu reluisant s'est ajoutée la pluviométrie défavorable que pendant les dernières années a entraîné des déficits céréaliers importants et toujours plus croissants, de façon prononcée dans l'Extrême Nord.

En outre la menace de Boko Haram (BH) et les tensions politiques en République Centrafricaine ont déclenché des mouvements de populations dans la région de l'Extrême Nord, Est et Adamaoua qui ont augmenté la

compétition sur les ressources existantes, telles que terre, emploi, points d'abreuvement et forage pour le bétail.

Quelles sont les options de réponse ?

Afin de contenir la vulnérabilité des ménages il est recommandé de :

- Assister inconditionnellement les ménages en insécurité alimentaire sévère et sous certaines conditions à ceux qui sont en insécurité alimentaire modérée particulièrement dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua.
- Renforcer les capacités de résilience des ménages les plus vulnérables à travers des activités de prévention et de mitigation de futurs chocs, telles que la gestion des bassins versants exposés aux chocs, l'irrigation pour l'agriculture et le reboisement.
- Fournir des intrants agricoles et encadrer les petits producteurs à une agriculture plus efficace.
- Améliorer les pratiques alimentaires et la consommation alimentaire des femmes et des enfants de 0 à 59 mois afin de réduire la prévalence de la malnutrition chronique.
- Développer un Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire pour suivre les tendances de la sécurité alimentaire des populations à risque afin de répondre à temps et envisager la collecte de données à distance pour les zones de grande insécurité.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale et occidentale classifié 153ème sur 188 pays du monde selon l'Indice de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement-PNUD¹. Il compte 8.1 millions de personnes en dessous du seuil de la pauvreté, concentrés à 90 % en milieu rural². Le taux de pauvreté est en augmentation dans les régions de l'Extrême-Nord et dans le Nord tandis qu'il diminue dans l'Est et l'Adamaoua (source : ECAM 4). Les facteurs explicatifs sont principalement les opportunités économiques et les zones agro-écologiques qui varient d'une région à l'autre, les chocs exogènes (insécurité, catastrophes naturelles, etc.), et les subventions dont profitent davantage les populations urbaines et dans une moindre mesure celles rurales.

Carte 1 : Régions de la zone d'étude et mouvements des réfugiés



Le marché du travail a enregistré une légère amélioration entre 2010 et 2014, mais la contribution de l'agriculture à l'emploi a reculé (de 57 % à 45 %) du fait de la migration des travailleurs vers d'autres secteurs, au détriment de la main d'œuvre suffisamment qualifiée dans le secteur agricole.

L'agriculture vivrière dans les régions à l'étude est surtout de subsistance et ne suffit pas toujours à couvrir les besoins alimentaires des ménages pendant toute l'année, surtout dans les régions de la bande sahéenne, telles que celle du Nord et l'Extrême-Nord, où la réduite pluviométrie permet une seule récolte par an en temps normal. La région de l'Est et de l'Adamaoua bénéficie de deux saisons de pluies, et donc d'une disponibilité alimentaire tout au long de l'année.

Depuis 2009, les régions de l'Extrême-Nord et du Nord ont été frappées par des sécheresses et des inondations récurrentes qui ont entraîné des productions agricoles et animales à la

baisse. Les déficits céréaliers de 200 000 tonnes en 2015 et de 130 000 tonnes en 2014 dans la région de l'Extrême-Nord ont davantage affecté la disponibilité alimentaire au niveau des ménages les plus pauvres et vulnérables et érodé leurs moyens d'existence. Egalement les prévisions de la campagne agricole 2015/2016 semblent annoncer un déficit de production dans la région de l'Extrême-Nord, ce qui rendrait les populations encore plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

¹ Source: PNUD, Human Development Report 2015: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CMR>

² Source : ECAM 4, 2014. Le seuil de la pauvreté est considéré en dessous de 931 F CFA par jour par personne (655,957 F CFA=1 €).

Dans l'Extrême-Nord, les prix au consommateur, toutes commodités comprises (sauf oignons), ont augmenté le long de la chaîne de 17 %³ en juin 2015 par rapport au trimestre précédent au détriment du consommateur final. Ce facteur, comblé avec la période de soudure et les récoltes prévues à la baisse risque d'épuiser les ménages les plus vulnérables avec forte dépendance du marché.

Tableau 1 : Calendrier agricole

Région	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Décembre		
	Q 1	Q 2	Q 1	Q 2	Q 1	Q 2	Q 1	Q 2	Q 1	Q 2	Q 1	Q 2	Q1	Q2
	Extrême-Nord et Nord		Récolte de contre saison				Semis		Soudure			Semi de contre saison		
Autres régions	Récolte		Semis		Période de moindre disponibilité (3)		Récolte pluviale - principale			Semis – second cycle, petite saison des pluies (4)			Récolte	

Source : CFSVA 2011 (adaptation)

Suite aux troubles politiques en République Centrafricaine et au Nigeria dans les dernières années, le Cameroun accueille le plus grand nombre de réfugiés de la Centrafrique, la plupart étant répartis sur au moins 314 villes et villages dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua (pour environ 234 000 réfugiés). Par ailleurs, environ 20 000 nigériens et 82 000 personnes déplacées internes (PDI) se sont reversés dans la région de l'Extrême-Nord (source : HCR). Les mouvements des réfugiés et PDI ont augmenté la pression sur les ressources existantes et perturbé l'ordre économique et social en accroissant ainsi les tensions entre les populations.

L'insécurité alimentaire touche 46 % de réfugiés nigériens et 44 % de personnes déplacées internes et 23 % de la population locale dans les départements de Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo Tsanaga de la région de l'Extrême-Nord (EFSA juin 2015). Il en est de même de 34 % réfugiés centrafricains et 15 % de la population hôte dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord (EFSA juin 2014).

Dans l'Extrême Nord et Adamaoua la situation nutritionnelle s'est aggravée significativement par rapport à 2014. La prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG)⁴ chez les enfants de 6 à 59 mois est passée de 9 % à 13,9 % dans l'Extrême-Nord et de 5,1 à 6,8 % dans l'Adamaoua. L'Extrême-Nord est dans une situation d'urgence, avec une prévalence de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) de 2,2 % supérieure au seuil d'urgence⁵ et une prévalence de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) de 11,7 % supérieure au seuil d'alerte. La prévalence de la MAS de l'Adamaoua est également élevée (1,8 %) tandis que dans l'Est la malnutrition aiguë n'atteint pas 1 % des enfants enquêtés (source : UNICEF, SMART 2015).

Le retard de croissance, qui décrit la malnutrition chronique, reste stagnant dans les quatre régions et la prévalence se situe au-delà de 35 %, ce qui est un niveau critique. Dans l'Extrême-Nord la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois est de 39,8 % avec plus d'un enfant sur trois en état de retard de croissance. La mortalité infantile⁶ est élevée dans les régions de l'Extrême-

³ Source : Evaluation Rapide de la Sécurité Alimentaire à l'Extrême-Nord du Cameroun (juin 2015).

⁴ Prévalences mesurées selon l'indice poids/taille et/ou les œdèmes.

⁵ Seuil d'urgence MAS ≥ 2 % ; MAG ≥ 10 %.

⁶ La mortalité infantile est évaluée rétrospectivement sur une période de trois mois précédant l'enquête, le Taux des Décès des Enfants de moins de cinq ans est l'indicateur utilisé.

Nord et de l'Est (0,49 et 2,36 décès / 10 000 enfants de moins de cinq ans / jour) même si en dessous du seuil d'urgence⁷ (SMART 2015).

C'est dans ce contexte de vulnérabilité et pauvreté et en l'absence d'un système national de suivi de la sécurité alimentaire, que les informations sur la vulnérabilité des populations dans ces quatre régions se font essentielles pour le Gouvernement et ses partenaires. Ce rapport d'évaluation permettra d'alimenter la connaissance des populations vulnérables, de les identifier, localiser, ainsi que de réorienter les programmes d'assistance en cours.

⁷ 2,1 décès / 10 000 enfants / jour.

2. METHODOLOGIE

Cette évaluation a été menée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) à travers le Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) et le Programme Alimentaire Mondial. Le PNSA et le PAM ont assuré la conception, la coordination des activités, la formation des enquêteurs, la supervision de la collecte des données ainsi que le traitement et analyse des données.

2.1 Objectifs de l'enquête

Cette évaluation vise à fournir des informations sur la sécurité alimentaire des populations des régions de l'Extrême-Nord, Nord, Est et Adamaoua ainsi qu'à délinéer la perspective à moyen terme. Plus spécifiquement l'étude vise à :

1. **Identifier des ménages / personnes en insécurité alimentaire** dans ces quatre régions qui ne sont pas couverts par une assistance alimentaire ;
2. **Analyser la situation des marchés** dans la zone de l'étude, notamment leur dynamisme et le niveau des stocks vivriers ;
3. **Formuler des recommandations** devant guider la planification ou l'ajustement des programmes d'assistance alimentaire.

2.2 Échantillonnage et représentativité

L'enquête a utilisé les données du 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 3). Ensuite, une projection de la population camerounaise en 2015 a été obtenue par département (cf annexe 2). Avec 3 993 007 habitants, l'Extrême-Nord résulte la plus peuplée des régions à l'étude, suivie par le Nord (2 442 578 habitants), l'Adamaoua (1 200 970 habitants) et l'Est (835 642 habitants).

Cette évaluation est à la fois qualitative et quantitative. Elle repose sur un échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés :

- 1) Chaque région à l'étude constitue une strate dans laquelle ont été tirés au premier degré, une vingtaine de villages/quartiers de manière aléatoire.
- 2) Au second degré, une douzaine de ménages ont été choisis au hasard dans chacun de ces villages/quartiers, en appliquant progressivement un pas de sondage.

Tableau 2 : Echantillonnage de l'enquête

Région	Villages	Ménages	Discussions de groupe	Marché	Commerçant
Nord	22	237	20	4	33
Extrême-Nord	20	276	22	8	60
Adamaoua	20	236	19	2	14
Est	18	238	16	4	21
Total	80	987	77	18	128

L'enquête s'est essentiellement déroulée en zone rurale (97 % de l'échantillon) et les populations locales constituent la frange largement majoritaire de l'échantillon (94 %). L'enquête a eu lieu dans 80 villages appartenant aux quatre régions. Au total 987 ménages ont été enquêtés (environ 240 par région et environ douze par village) et 77 discussions de groupes ont été réalisées. Dix-huit marchés ont été visités et 128 commerçants ont également été enquêtés. **Les données sont représentatives au niveau de chaque région.**

2.3 Outils de collecte

Quatre questionnaires ont été utilisés, notamment au niveau :

1. Ménage pour collecter les informations sociodémographiques et économiques, sur la consommation alimentaire, les stratégies de survie, les dépenses, les activités du ménage, les chocs et les priorités ;

2. Communautaire pour guider des discussions de groupe avec des jeunes et des adultes sur les questions d'éducation et de santé ;

3. Marché pour se renseigner sur le niveau d'approvisionnement des principaux produits alimentaires, ainsi que sur la structure et accès physique des marchés ;

4. Commerçants adressé aux grossistes, détaillants et collecteurs pour se renseigner sur leurs contraintes, capacités de réponse, stratégies de stockage ainsi que capacités de financement.

2.4 Formation des enquêteurs, équipes et collecte des données

Les enquêteurs et les superviseurs ont été formés pendant trois jours à N'Gaoundéré, puis ont effectué un test des outils dans un quartier de la ville. Les équipes ont été constituées en fonction de la charge de travail et des contraintes (telles que la sécurité, la distance entre les villages, etc.) spécifiques de chaque région. Dans chaque équipe, un enquêteur était affecté à l'enquête de marché tandis que le reste se focalisait sur l'enquête auprès des ménages. Le choix des enquêteurs a tenu compte de la connaissance des langues locales pour faciliter la conversation avec les populations. Toutefois, des traducteurs ont été parfois identifiés dans les villages pour porter assistance aux enquêteurs. Chaque équipe a été conduite par deux superviseurs, l'un du PAM et l'autre du PNSA. Les discussions de groupe ont été animées par les superviseurs.

La collecte des données a été assurée par quatre équipes, chacune responsable d'une région, et elle a eu lieu du **18 au 28 septembre 2015**. Cinq jours supplémentaires ont été accordés à l'équipe de l'Extrême-Nord pour lui permettre de respecter les consignes de sécurité imposées par les attentats survenus à Mora et sur l'axe de Kousseri pendant la collecte.

2.5 Traitement et analyse des données

Les données issues des questionnaires ménage, communautaire et marché ont été collectées à l'aide de smartphones et directement saisies pendant la collecte avec le logiciel ODK (Open Data Kit). Le questionnaire commerçant administré sur papier et saisi sur MS-Access.

Les données collectées au niveau des commerçants ont été collectées à travers un questionnaire papier et, en suite, saisies à l'aide d'un masque développé sous Microsoft Access. La consolidation et l'apurement des données ont été assurés par le PAM en collaboration avec le PNSA.

L'analyse des données a été conduite par l'unité VAM du PAM avec les logiciels SPSS et MS-EXCEL. La rédaction du rapport a été également réalisée par le PAM.

2.6 Limites de l'enquête

Des limites ont caractérisé cette évaluation, cependant sans en compromettre la qualité:

- La collecte des données du volet marché a été plus difficile que prévu car en milieu rural normalement le marché a lieu pendant un seul jour par semaine, que les enquêteurs ont dû concilier avec les distances à parcourir et les enquêtes ménages. Pour y remédier, une nouvelle enquête dans les marchés de l'Extrême-Nord sera réalisée dans les mois à venir et elle sera complètement autonome afin de collecter des informations de meilleure qualité.

- L'accès à certains villages a été parfois empêché par l'insécurité et l'état des routes au moment de l'enquête du fait des pluies (Nord, Extrême-Nord, Adamaoua), de l'insécurité accrue (Extrême-Nord) ou du non fonctionnement de l'unique moyen de traversée du fleuve : le bac (dans l'Est).

3. RESULTATS

3.1 Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée avec le Score de Consommation Alimentaire (SCA-N), un indicateur qui regroupe la diversité et la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, macronutriments et micronutriments des aliments consommés les sept jours ayant précédé l'enquête⁸. Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire.

Presque huit ménages sur dix (78 %) ont une consommation alimentaire acceptable. Cependant ils consomment en moyenne deux repas par jour, indépendamment des régions et de l'âge de leurs membres. Cependant, une frange non négligeable de ménages présente une consommation alimentaire pauvre ou limite dans les régions de l'Extrême-Nord (38 %) et de l'Adamaoua (25 %) sans doute du fait d'une alimentation insuffisante en quantité et en qualité.

Tableau 3 : Consommation alimentaire du ménage lors des sept jours précédant l'enquête

Régions	Consommation pauvre (1>SCA>21)	Consommation limite (21>SCA>35)	Consommation acceptable (SCA>35)
Extrême-Nord	12 %	25 %	62 %
Nord	5 %	9 %	86 %
Adamaoua	3 %	21 %	75 %
Est	,8%	10 %	89 %
<i>Ensemble</i>	5 %	16 %	78 %

Fréquence et diversité des aliments consommés

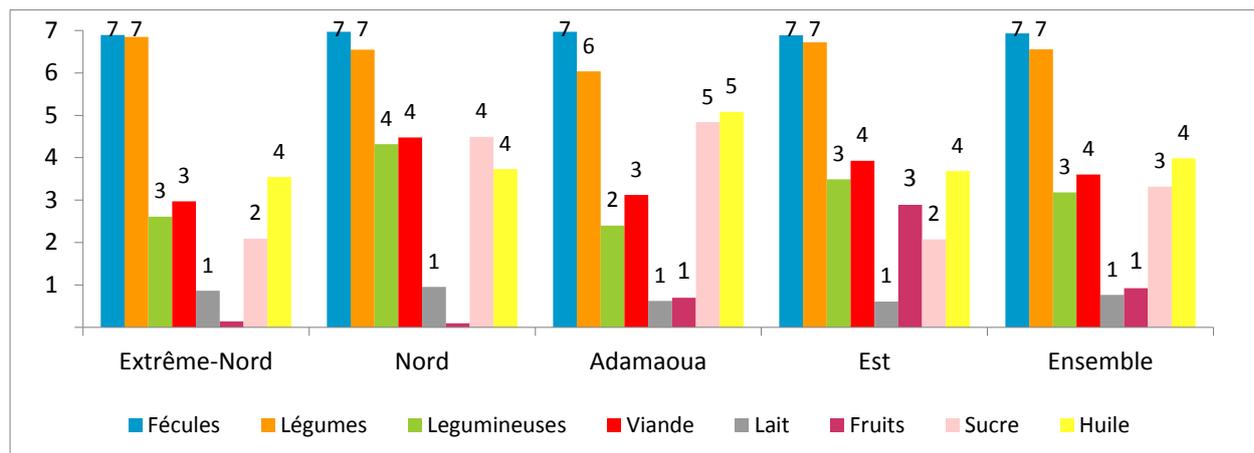
Dans les régions septentrionales les aliments de base sont les céréales (mil, sorgho, maïs) tandis que dans l'Est, ce sont davantage les racines, tubercules et le plantain. Quoi que ce soit l'aliment de base, il est consommé tous les jours de la semaine et, en général, il est accompagné de légumes.

Les légumineuses sont consommées en moyenne trois jours sur sept, sauf dans la région de l'Adamaoua (deux jours sur sept).

Les protéines animales sont consommées rarement: une à deux fois par semaine et en petite quantité. Le poisson est consommé deux à quatre fois par semaine, donc comme condiment. Plus de la moitié des ménages de l'Extrême-Nord n'ont pas consommé de protéines les sept jours précédant l'enquête. L'huile non plus est régulièrement consommé : surtout dans les régions de l'Extrême-Nord (32 % des ménages enquêtés en n'avait pas consommé lors des sept jours avant l'enquête), du Nord (23 %) et de l'Est (18 %).

⁸ Les groupes sont reportés sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 21 et 35 ont été utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages : pauvre (SCA ≤ 21), limite (SCA > 21 et SCA ≤ 35) et acceptable (SCA > 35). Pour plus d'informations sur le SCA-N veuillez consulter le manuel au lien suivant : http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp277333.pdf

Figure 1 : Fréquence hebdomadaire de consommation des principaux groupes alimentaires



Qualité nutritionnelle des aliments consommés

Quoiqu'ayant une consommation alimentaire considérée acceptable, particulièrement dans les régions septentrionales, les ménages montrent des carences en fer dans leur alimentation.

Parmi ceux caractérisés par une consommation alimentaire pauvre ou limite, plus de six ménages sur dix n'ont en effet pas du tout consommé d'aliments riches en **fer**. Ce sont surtout les ménages de l'Extrême-Nord (76 %), du Nord (59 %) et de l'Adamaoua (50 %), contre 35 % de ceux de l'Est (35 %).

La consommation des aliments riches en **vitamine A** est plus répandue. Cependant, dans la région de l'Adamaoua, parmi les ménages dont la consommation alimentaire est pauvre, 5 % n'en consomment pas du tout.

Quant' aux aliments riches en **protéines**, leur consommation est très pauvre dans la région de l'Extrême Nord, où seulement 28 % de la population en consomme un ou deux jours la semaine et 21 % trois ou quatre jours.

Aliments riches en...

FER HEMINIQUE : foie, rognon, cœur, autres abats rouges, poulet, canard, agneaux, moules, fruits de mer.

PROTEINES : viande, poisson, légumineuses, œufs, fromage et produits laitiers.

VITAMINE A : carottes, citrouilles, poivron rouge, patate douce orange, mangue, papaye, abricot, pêche, produits laitiers.

Figure 2 : Consommation de fer par les ménages ayant une consommation pauvre à limite

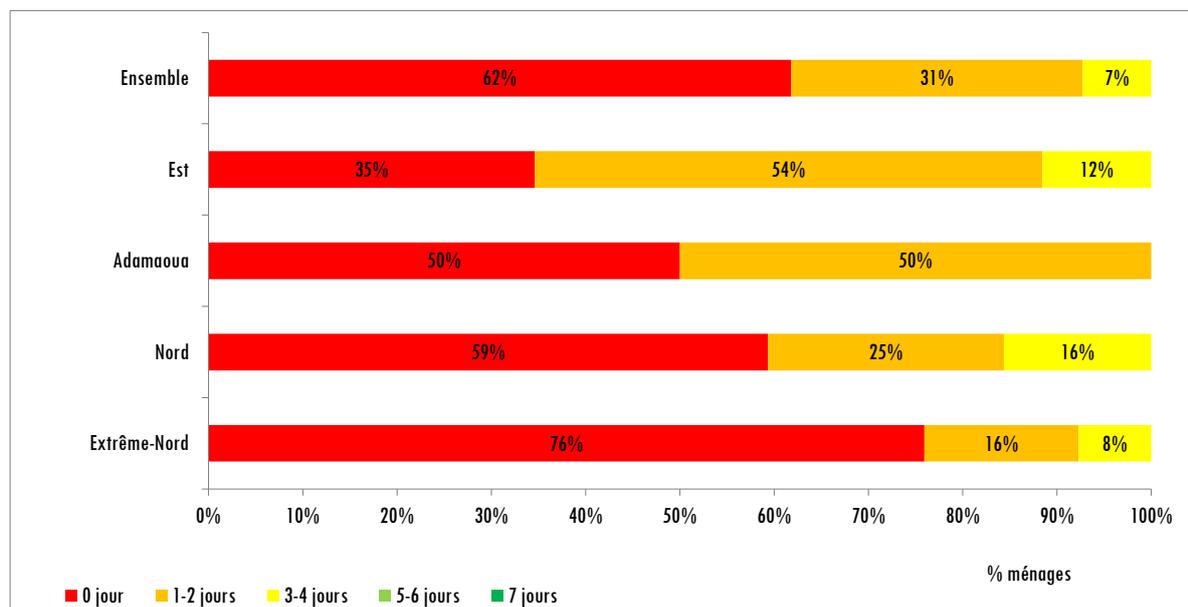


Figure 3 : Consommation de Vitamine A par les ménages ayant une consommation pauvre à limite

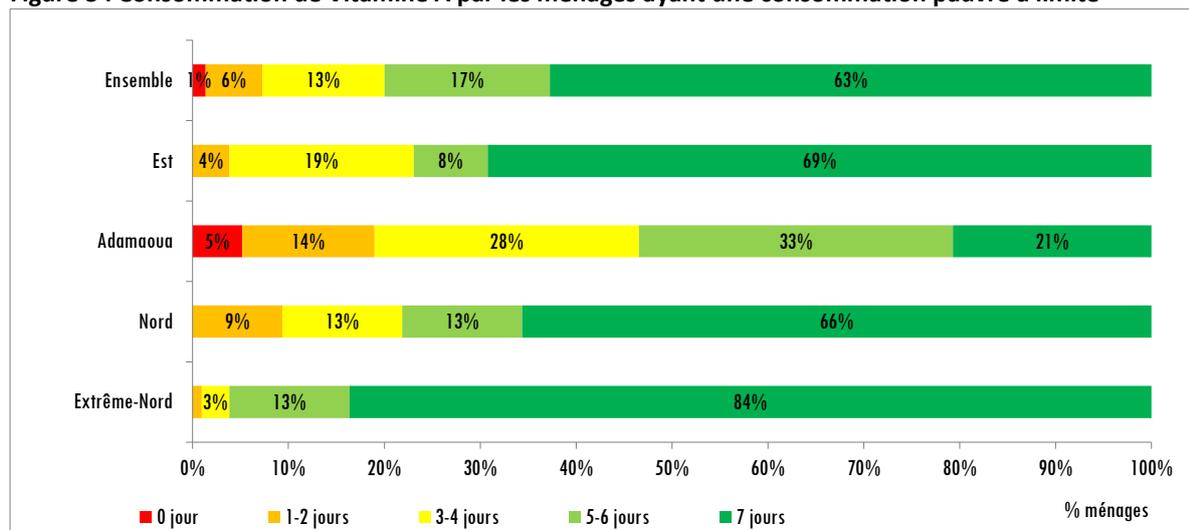
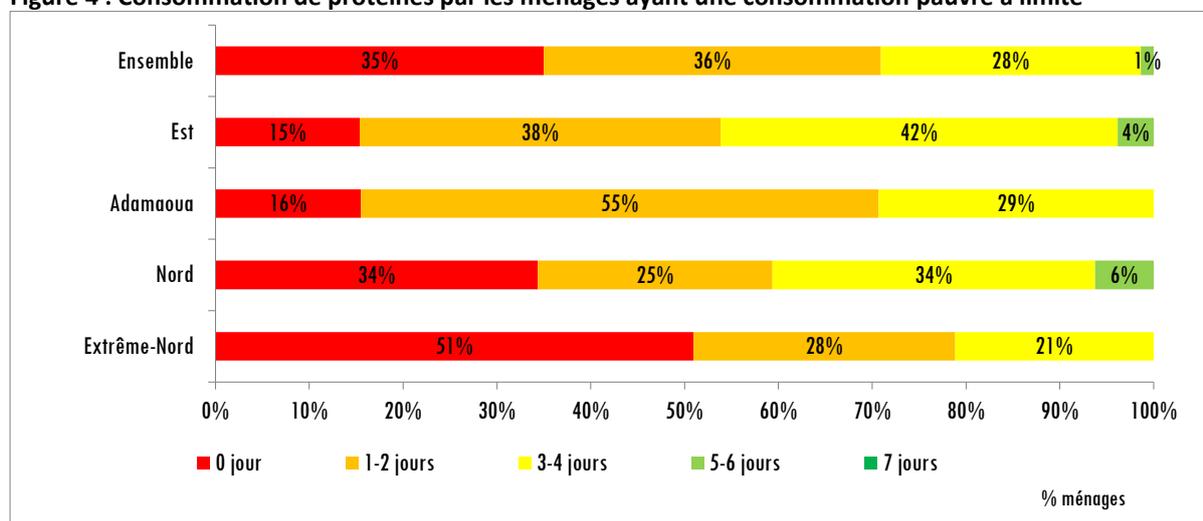


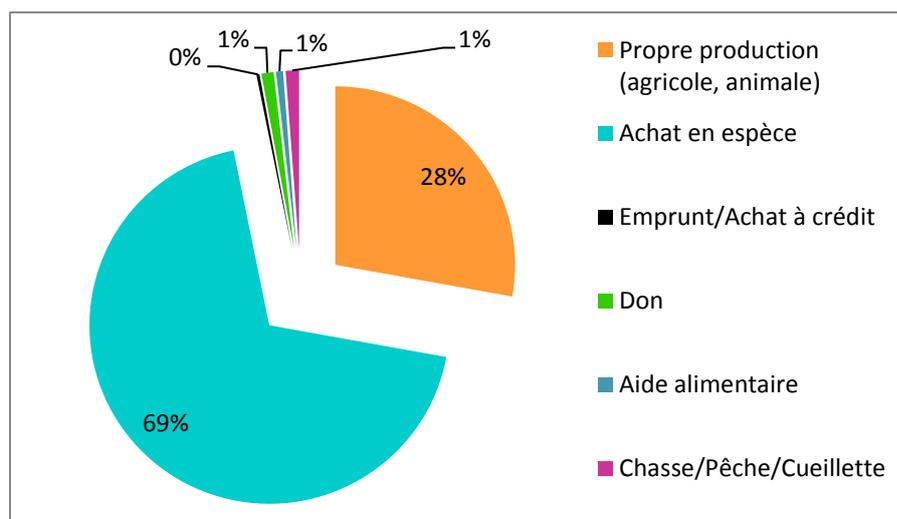
Figure 4 : Consommation de protéines par les ménages ayant une consommation pauvre à limite



Sources des aliments

Au moment de l'enquête, qui coïncide avec la fin de la soudure dans l'Extrême-Nord et le Nord, la grande partie des ménages (69 %) se rendait au marché pour s'approvisionner en nourriture car leur stock était épuisé. Leur propre production est la principale source d'aliment que pour 28 % de la population enquêtée.

Figure 5 : Principales sources d'aliments



Les différences entre les régions ne sont pas remarquables. Cependant, dans les localités de Guéré, Guidiguis, Tokombéré, Moutourwa, Madiakho, (région de l'Extrême-Nord) les ménages au moment de l'enquête consommaient le mil issu des récoltes prématurées que les paysans s'efforcent à sécher pendant trois à quatre jours avant

usage.

Avec des conditions climatiques favorables à l'agriculture et la disponibilité des produits forestiers, les 39 % des ménages de l'Est ont davantage des possibilités de recourir à leur propre production par rapport à ceux d'autres régions.

Les **aliments principalement achetés** sont la viande, poisson, le lait, les œufs, les céréales et les légumineuses, tandis que les légumes, les racines et tubercules proviennent souvent de la **production des ménages**. Plus de huit ménages sur dix (81 %) ont en effet cultivé les légumes de leurs champs. Les racines et tubercules proviennent essentiellement des productions ménagères dans les régions de l'Est (88 %) et de l'Adamaoua (51 %).

3.2 Vulnérabilité économique

La vulnérabilité économique des ménages est mesurée à travers la partie des dépenses que les ménages affectent à la nourriture sur les dépenses totales du ménage au cours des 30 jours précédant l'enquête. Cet indicateur permet de classer les ménages en fonction des sources et modes d'acquisition des aliments. En affectant plus de 75 % de ses dépenses en nourriture, environ un ménage sur cinq se rend économiquement vulnérable à subvenir à d'autres besoins, présents et futurs.

Les ménages de l'Extrême Nord semblent être les plus vulnérables : 51 % d'entre eux dépensent plus de la moitié de leur revenus pour acheter la nourriture, dont un quart dépense plus de 75 %. Les ménages de l'Adamaoua sont aussi économiquement vulnérables car 45 % d'entre eux dépensent plus de la moitié des revenus pour l'alimentation, suivi par ceux de l'Est (42 %) et du Nord (25 %).

Tableau 4 : Proportion des dépenses alimentaires sur le total mensuel

Région	Moins de 50 %	50 à 65 %	65 à 75 %	Plus de 75%
Extrême-Nord	14 %	35 %	28 %	23 %
Nord	43 %	31 %	13 %	12%
Adamaoua	23 %	32 %	24 %	21 %
Est	28 %	30 %	21 %	21 %
Ensemble	26 %	32 %	22 %	20 %

3.3 Stratégies d'adaptation

La capacité de survie d'un ménage fait référence à son aptitude à faire face à un choc à un moment donné. Cette capacité est en général déterminée par les revenus et les actifs productifs à disposition du ménage. Le degré d'épuisement des revenus et des actifs d'un ménage donne donc des indications sur l'ampleur des difficultés qu'il éprouve pour subvenir à ses besoins (notamment alimentaires) actuels et probablement futurs.

3.3.1 Stratégies de consommation alimentaire

Pour se nourrir lorsqu'il y a un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter, certains ménages développent des stratégies qui changent leur alimentation. Les stratégies alimentaires sont quantifiées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (reduced-Coping Strategy Index / r-CSI⁹), qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage :

- 1) la consommation d'aliments moins préférés car moins chers,
- 2) l'emprunt de la nourriture,
- 3) la diminution des portions,
- 4) la réduction de la consommation au profit des enfants et
- 5) la réduction du nombre de repas par jours.

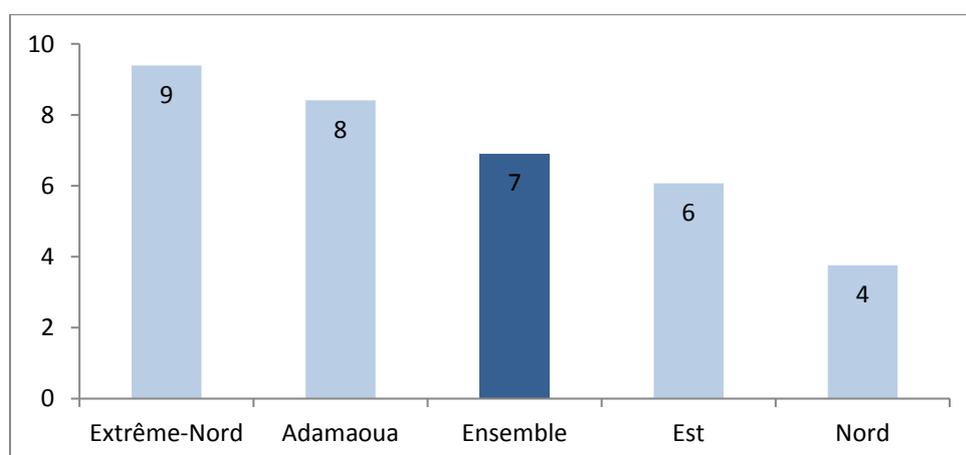
Plus le score est élevé, plus les ménages ont recours à ces stratégies.

Au cours des sept jours précédents l'enquête :

- la majeure partie de ces ménages (68 %) a consommé des aliments moins préférés car moins chers,
- un tiers (34 %) a diminué le nombre de repas par jour,
- un sur trois (28 %) a limité la quantité de nourriture pendant les repas,
- ou réduit les quantités consommées par les adultes / mères au profit des enfants (20 %).

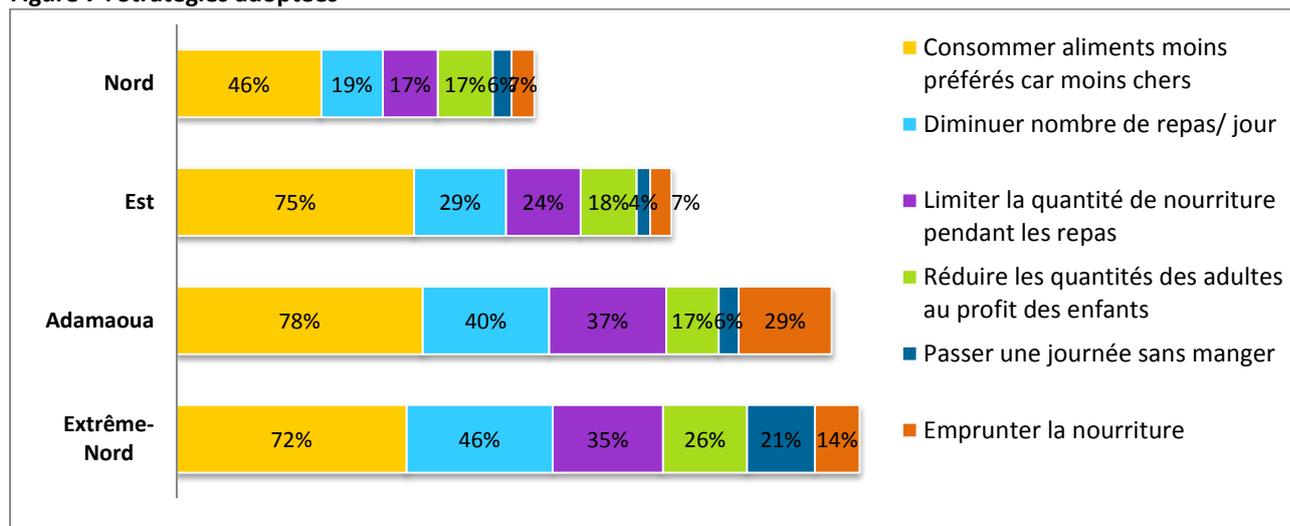
L'utilisation de ces stratégies négatives se traduit par un indice de stratégies de survie élevé dans les régions de l'Extrême-Nord (rCSI= 9) et de l'Adamaoua (rCSI= 8) en comparaison à l'Est (rCSI=6) et au Nord (rCSI= 4). Les ménages de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua éprouvent donc plus durement des difficultés d'accès à la nourriture.

Figure 6 : Indice réduit des stratégies de survie (rCSI) par région



⁹ Le CSI quantifie le recours des ménages à des stratégies alimentaires au cours des sept jours précédents l'enquête. Pour de plus amples informations sur la méthodologie consultez le Field Methods Manual au: http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf

Figure 7 : Stratégies adoptées



3.3.2 Stratégies des moyens d'existence

Pour satisfaire leurs besoins alimentaires, outre que les stratégies de consommation, les ménages ont également fait recours à des stratégies au détriment de leurs moyens d'existence. Les ménages sont classés selon quatre catégories de stratégies d'adaptation. Le pourcentage entre parenthèse se réfère à la population ayant adopté ces stratégies:

- 1) Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (21 %) ;
- 2) Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress¹⁰ (53 %) ;
- 3) Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise¹¹ (16 %) et
- 4) Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence¹² (10 %).

Les **stratégies de stress** sont davantage adoptées dans le Nord (72 %) et l'Est (62 %). La situation du Nord peut être compréhensible à la lumière du surplus de production vivrière au cours de la campagne écoulée. La majorité de ménages de cette région devraient en effet être capables de subvenir à leurs besoins en puisant dans leurs stocks passés.

Les **stratégies de crise** ont été fréquemment utilisées dans l'Adamaoua (35 %) et l'Extrême-Nord (21 %).

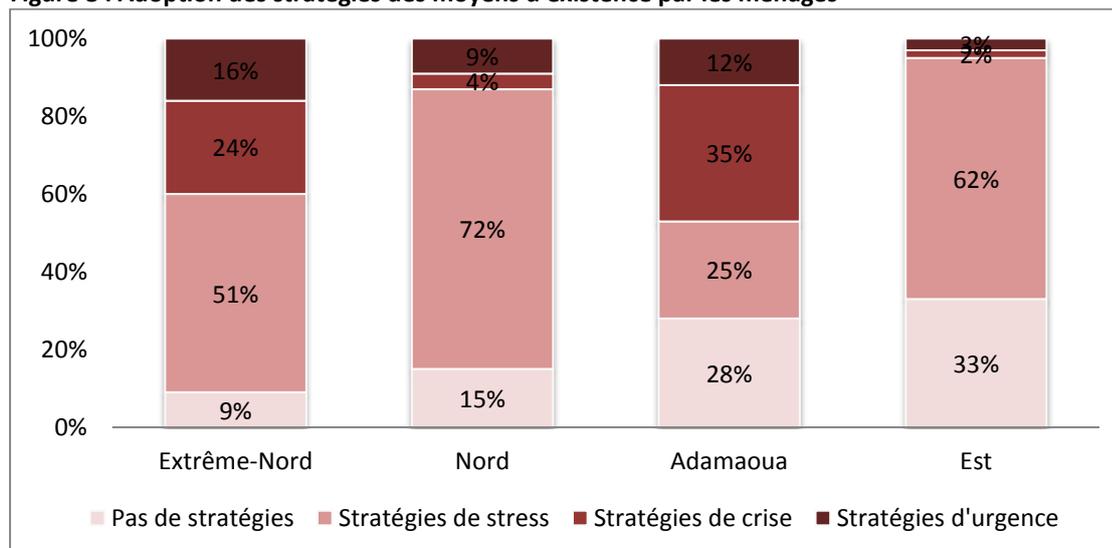
L'adoption des **stratégies d'urgence** diminue dramatiquement et de manière irréversible la productivité future des ménages. De même, elles sont utilisées plus fréquemment dans l'Extrême-Nord (16 %) et l'Adamaoua (12 %).

¹⁰ Ces stratégies conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Il s'agit de vendre des actifs non productifs; de dépenser son épargne, d'emprunter ou d'acheter la nourriture à crédit, d'emprunter de l'argent, d'envoyer les membres du ménage manger ailleurs et la vente d'animaux.

¹¹ Les stratégies de crise affectent directement la productivité future, comme vendre des actifs productifs ou moyens de transport, réduire les dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé) ; de retirer les enfants de l'école.

¹² Ces stratégies affectent la capacité future de produire et sont les plus difficiles à inverser. Il s'agit de recourir à la mendicité, du déplacement de l'entièreté du ménage ou de vendre la maison, les champs.

Figure 8 : Adoption des stratégies des moyens d'existence par les ménages



3.4 Situation de la sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire a été réalisée avec l'approche CARI -Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security. Elle combine le Score de Consommation Alimentaire, la proportion des dépenses alimentaires sur le total et le score des stratégies de survie des ménages (rCSI). Au final, les ménages sont classifiés en quatre groupes:

- (i) Sécurité alimentaire ;
- (ii) Insécurité alimentaire limitée ;
- (iii) Insécurité alimentaire modérée ;
- (iv) Insécurité alimentaire sévère.

Les ménages définis en insécurité alimentaire sont ceux en situation sévère et modérée.

Environ un ménage sur cinq (19 %) est en insécurité alimentaire dans les quatre régions de l'étude, dont 2% sévèrement, ce qui se traduit en environ **1 966 000 personnes en insécurité alimentaire, dont 249 000 en insécurité alimentaire sévère.**

Tableau 5 : Synthèse CARI

Domaine		Indicateurs du ménage	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limitée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	SCA	Acceptable 78%	-	Limite 17%	Pauvre 5%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires dans l'ensemble des dépenses (%)	<50% 27%	50-65% 32%	65-75% 22%	Part >75% 20%
	Epuisement des actifs	Indice de Stratégies d'adaptation	Aucune 21%	Stress 53%	Crise 16%	Urgence 10%
Indice de sécurité alimentaire			22%	59%	17%	2%
Prévalence des ménages en insécurité alimentaire dans les quatre régions					19%	

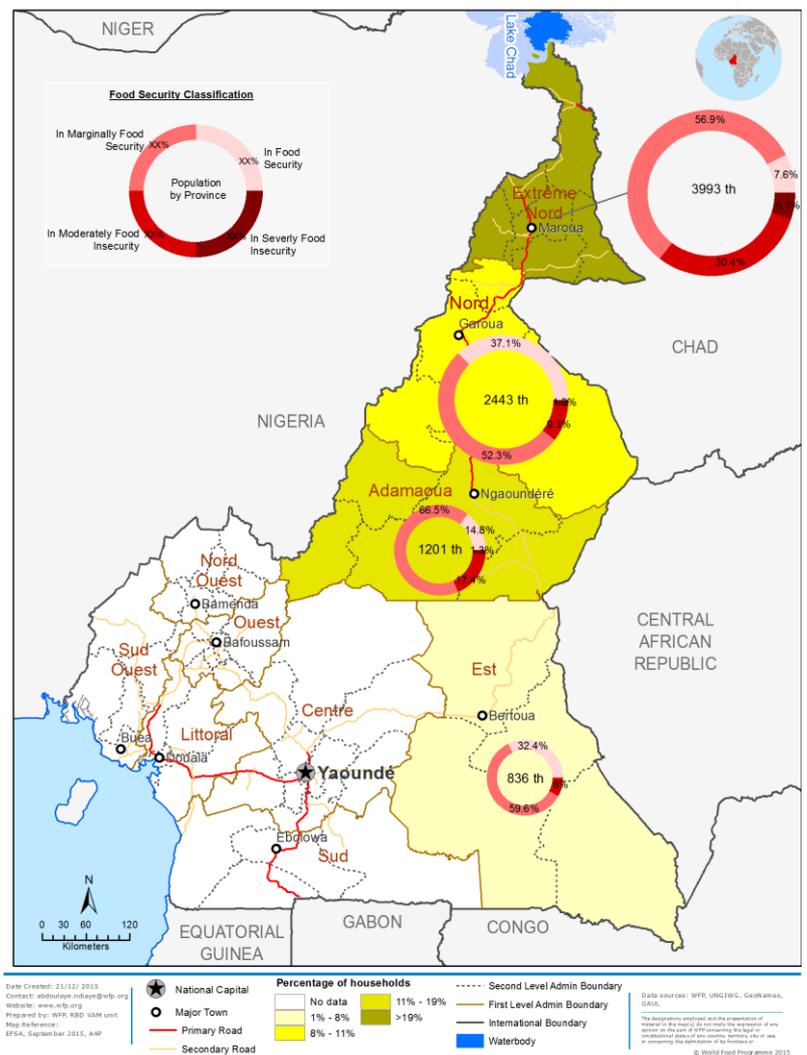
Les ménages en **insécurité alimentaire sévère** ont une consommation alimentaire très pauvre (5 % en sont concernés) et ont perdu leurs moyens de subsistance à l'extrême (20 % ont dépensé plus du 75 % de leur revenu dans les aliments et 10 % ont adopté des stratégies d'urgence) qui aboutissent indubitablement à des insuffisances alimentaires très graves.

Ceux qui sont en **insécurité alimentaire modéré** ont une consommation alimentaire pauvre (16 %) ou des capacités minimales pour assurer les besoins alimentaires réduits (22 % affectent entre 65 à 75% des dépenses aux aliments, notamment en épuisant de manière accélérée leurs moyens d'existence (16 % ont eu recours aux stratégies de crise).

Carte 2 : Prévalence de l'insécurité alimentaire

La région de **l'Extrême-Nord** reste sans surprise la plus touchée, avec 35 % de ménages en insécurité alimentaire (dont 5 % en insécurité alimentaire sévère). Cette situation résulte essentiellement d'une période de soudure prolongée suite à la pluviométrie défavorable qui engendre des déficits céréaliers récurrents et toujours plus croissants ces dernières années. En outre l'insécurité grandissante due à BH a eu un impact très négatif sur les moyens d'existence des ménages depuis le début de la crise. La situation est très préoccupante dans le **département de Mayo Tsanaga** où la **moitié de la population est en IA (48 %)**, ainsi que dans le Mayo Sava (45 % d'IA), Diamaré (37 % d'IA) et Mayo Kani (33 % d'IA).

L'Adamaoua suit avec 19 % de ménages en insécurité alimentaires à cause d'une combinaison de facteurs défavorables tels que le niveau de pauvreté, les conflits agropastoraux, l'accès à la terre limité, autre qu'une présence importante de populations réfugiés de la république Centrafricaine.



Les régions du **Nord** et de **L'Est** suivent respectivement avec 11 % et 8 % de ménages en insécurité alimentaire. Ces mineures prévalences sont attribuées à la bonne campagne agricole de l'année précédente au Nord et probablement à la période de post récolte pendant laquelle l'enquête a été menée à l'Est. En effet, en cette période les produits forestiers non ligneux abondent et la chasse est assez florissante, au bénéfice des ménages plus vulnérables qui dépendent des ressources forestières pour s'approvisionner en nourriture.

Tableau 6 : Personnes en insécurité alimentaire

Région	Population ¹³	Personnes en IA (sévère + modérée)		Personnes en IA sévère		Personnes en IA modérée	
		effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
Adamaoua	1 200 970	223 910	19 %	15 267	1 %	208 643	17 %
Est	835 642	66 711	8 %	-		66 711	8 %
Extrême-Nord	3 993 007	1 417 807	35 %	202 544	5 %	1 215 263	30 %
Nord	2 442 578	257 656	10 %	30 919	1 %	226 737	9 %

Classification selon le IPC

Par ailleurs, par correspondance avec le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), il résulte que dans les quatre régions, 2 % de ménages sont dans une situation d'urgence et 17 % se trouvent en situation de crise.

Dans la région de l'**Extrême-Nord**, 5 % des ménages sont en situation d'urgence et 30 % sont en situation de crise. De même, 1 % de ménages sont en situation d'urgence dans la région de l'**Adamaoua** et 17 % sont en situation de crise.

¹³ Projections de UNFPA de 2015.

3.5 Caractéristiques et profil des ménages en Insécurité Alimentaire

1) Conditions sociodémographiques

Taille du ménage : Les ménages enquêtés sont composés en moyenne de huit membres. Ce sont les ménages en IA sévère ou en situation de sécurité alimentaire qui dépassent la taille moyenne.

Genre du chef de ménage : Les ménages ayant un chef dont l'âge est relativement élevé (48 ans en moyenne) ou une femme, ont plus de probabilités d'être en IA. En effet, 24 % des ménages en IA ont un chef âgé de 60 ans ou plus, contre 18 % des ménages en sécurité alimentaire. Egalement, 28 % des ménages ayant un chef femme sont en IA contre 17 % des ménages en dirigés par les hommes.

Statut social : Etre réfugié ou PDI fait aussi augmenter la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire: la moitié des réfugiés et 40 % des PDI sont en situation d'insécurité alimentaire, contre 17 % de la population résident depuis trois ans (17 %).

2) Nombre de repas du ménage

Les ménages en insécurité alimentaire consomment en moyenne moins de deux repas par jour, contrairement à ceux qui sont en sécurité alimentaire dont le nombre de repas dépasse deux.

Tableau 7 : Nombre des repas journaliers et insécurité alimentaire

	Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Enfants (moins de 5 ans)	2,2	1,8
Enfants (5-15 ans)	2,3	1,8
Adultes (>15 ans)	2,4	2,0

3) Sources d'aliments irrégulières

Les ménages qui dépendent du troc, des dons de tierces personnes pour se procurer les aliments de base ou la viande sont davantage en insécurité alimentaire que ceux qui recourent à des sources d'aliments plus régulières, telles que la propre production ou l'achat en espèce et même à crédit. Logiquement les ménages ayant reçu les céréales sous forme d'assistance sont moins vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Tableau 8 : Provenance des céréales

	Propre production	Achat en espèce	Emprunt/Achat à crédit	Troc/travail ou biens contre des aliments	Don de famille ou amis	Assistance alimentaire
Ménages en sécurité alimentaire	81 %	83 %	67 %	-	42 %	65 %
Ménages en insécurité alimentaire	19 %	17 %	33 %	100 %	58 %	35 %

4) Bien-être

La vulnérabilité économique est étroitement liée au bien-être des ménages, mesuré par le nombre de biens ou actifs qu'ils possèdent. Une sélection de 16 actifs ou biens pertinents et possédés par les populations à l'étude, a permis de construire un indice composite qui donne une idée sur le bien-être

des ménages enquêtés. Cet indice découle d'une analyse en composantes principales de laquelle se dégagent cinq groupes de bien-être (quintiles) tels qu'illustré dans le graphique en annexe 4. Ainsi, les ménages ayant un niveau de bien-être très faible sont dépourvus de la quasi-totalité des biens/actifs de référence tandis que ceux qui ont un niveau de bien-être très élevé les possèdent presque tous.

Tableau 9 : Niveau de bien-être des ménages

Région	Groupe de bien-être				
	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé
Extrême-Nord	33 %	21 %	19 %	15 %	12 %
Nord	15 %	15 %	23 %	22 %	25 %
Adamaoua	16 %	26 %	20 %	17 %	21 %
Est	14 %	18 %	18 %	27 %	23 %

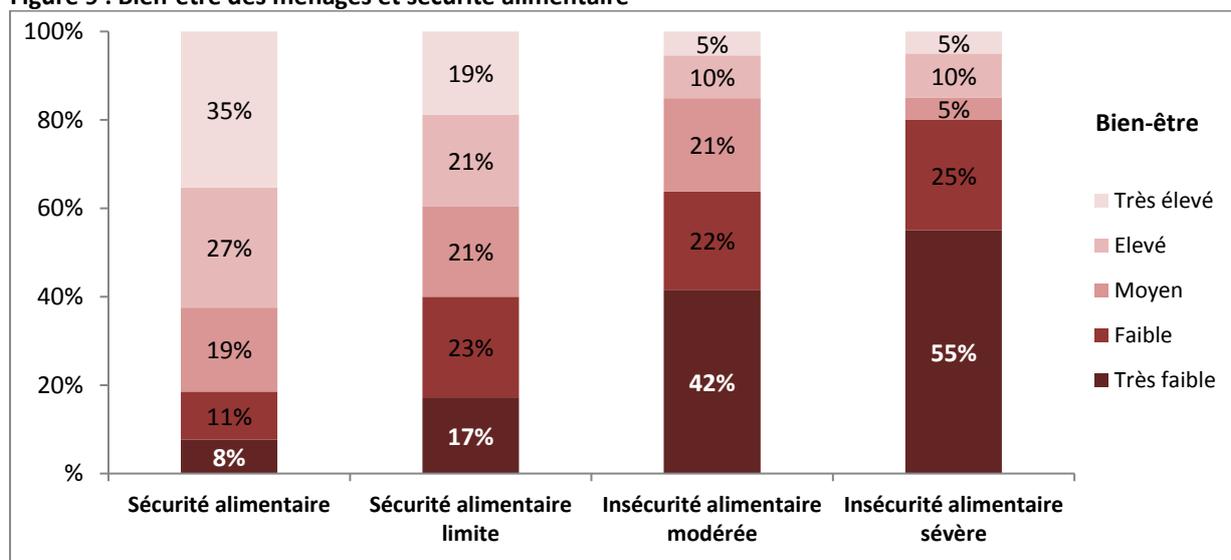
Dans la **région de l'Extrême-Nord**, plus de la moitié des ménages est caractérisée par un niveau de bien-être très faible ou faible (33 % et 21 % respectivement). Les équipements des ménages se résument aux outils agricoles rudimentaires (houes, faucilles et machette). La charrue / charrette est possédée par quelques ménages isolés (14 % au total) qui en font une source de revenu en la louant à d'autres agriculteurs. La moitié des ménages enquêtés (52 %) utilisent des vélos comme un moyen de transport.

Dans l'**Adamaoua**, les ménages caractérisés par un bien-être faible représentent 42 % de l'ensemble régional dont 16 % avec un niveau de bien-être très faible.

Dans l'**Est et le Nord**, respectivement 32 % et 30 % ménages ont un niveau de bien-être très faible ou faible. Leurs populations sont donc relativement mieux aisées que celles des deux autres régions à l'étude.

L'insécurité alimentaire est caractéristique des ménages pauvres et démunis de certains biens essentiels. La relation entre l'insécurité alimentaire et le bien-être est linéaire : plus le ménage est en insécurité alimentaire plus son niveau de bien-être diminue. L'insécurité alimentaire touche environ quatre ménages sur dix dont le niveau de bien-être est très faible.

Figure 9 : Bien-être des ménages et sécurité alimentaire



5) Revenus

Dans les régions à l'étude les principales sources de revenus des ménages sont la vente des produits agricoles (40 %) et d'élevage (14 %), le petit commerce (12 %) et la vente de ressources forestières (6 %). Pour une frange importante des ménages les revenus sont très instables et pour 60 % de la population ils ont baissé comparativement à la même période l'année précédente. L'instabilité des revenus est plus fréquente dans la région de l'Extrême-Nord, où 62 % des ménages en sont concernés et où pour 80 % de la population les revenus sont à la baisse. La situation est aussi préoccupante dans l'Adamaoua où la moitié des ménages (53 %) dispose de revenus très instables et 63 % de la population enquêtée les a vu baisser depuis l'année précédente.

-Instabilité des revenus-

Un revenu est considéré stable quand il est régulier et il ne fluctue pas sur le moyen et long terme.

Tableau 10 : Instabilité des revenus et perception de leur baisse

Régions	Revenus très instables	Baisse des revenus par rapport à septembre 2014
Extrême-Nord	62 %	80 %
Adamaoua	53 %	63 %
Nord	16 %	48 %
Est	18 %	36 %
Ensemble	38 %	60 %

L'insécurité alimentaire touche davantage les ménages dont les revenus sont très instables (54 %) ou relativement stables (41 %) par rapport à ceux qui ont une sécurité financière.

Tableau 11 : Instabilité des revenus et insécurité alimentaire

	Revenus très instables	Revenus plus ou moins stables	Revenus stables	Total
Sécurité alimentaire	35 %	48 %	17 %	100 %
Insécurité alimentaire	54 %	41 %	5 %	100 %

Dans un contexte de dépendance au marché pour satisfaire les besoins alimentaires, les ménages dont les revenus sont instables ou en baisse, éprouvent plus des difficultés à avoir accès aux aliments, surtout s'ils ne bénéficient pas de sources alternatives d'aliments. Selon les enquêtés la précarité des revenus résulte d'un manque :

- 1) d'argent pour investir ou acheter du stock (30 % des réponses),
- 2) (ou perte) des moyens de production (30 % des réponses) ou
- 3) d'emploi ou salaire bas (13 % des réponses)
- 4) (ou inaccessibilité) des marchés (9 %)
- 5) de rentabilité des produits agricoles (8%)
- 6) de sécurité (6 %).

Par ailleurs, les ménages où les femmes ne participent pas à la gestion des revenus sont plus fréquemment en insécurité alimentaire. C'est le cas lorsque les hommes (71 %) ou les hommes et les enfants (50 %) ont le pouvoir de décision exclusif sur les principaux revenus.

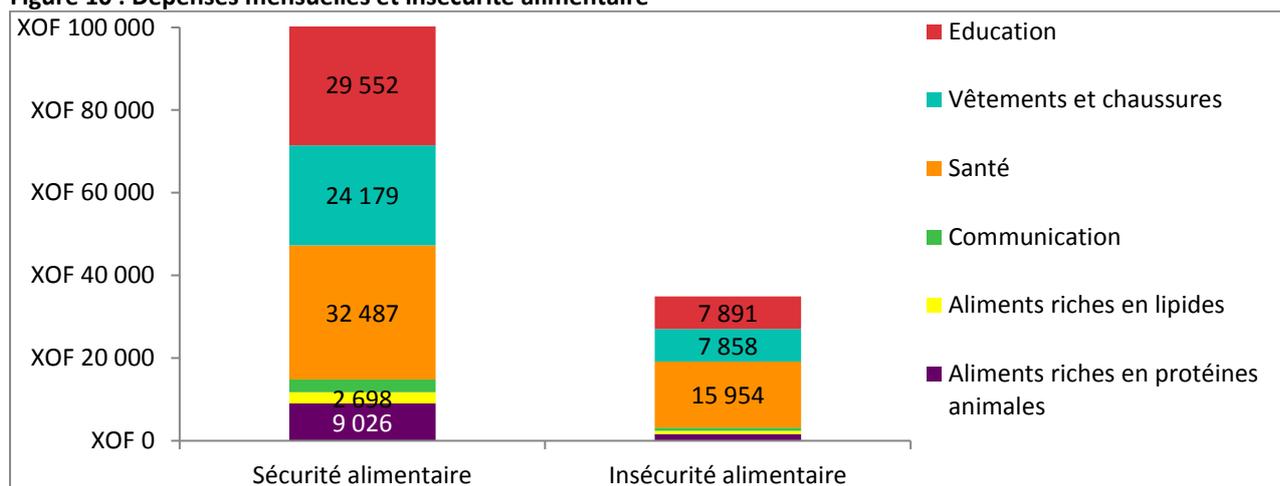
Tableau 12 : Gestion des revenus et insécurité alimentaire

Gestionnaire de la principale source de revenu	Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Chef de ménage	84 %	16 %
Epouse du chef de ménage seulement	60 %	40 %
Hommes seulement	29 %	71 %
Femmes seulement	79 %	21 %
Hommes et femmes	80 %	20 %
Hommes et enfants	50 %	50 %
Ensemble	75 %	25 %

6) Dépenses

La diminution de certaines dépenses peut également traduire une tendance à l'insécurité alimentaire. En effet, les ménages en sécurité alimentaire déboursent mensuellement presque un tiers de ce que les ménages en sécurité alimentaire dépensent pour acheter des aliments riches en protéines animales (viande, poisson, œufs), en lipides (huiles, beurre, etc.), pour couvrir les frais de communication, éducation et santé.

Figure 10 : Dépenses mensuelles et insécurité alimentaire



7) Groupes de moyens d'existence (GME)

Pour constituer leur capital financier les ménages combinent plusieurs sources de revenu; selon l'importance des trois principales, douze groupes des moyens d'existence ont été constitués :

1. les agriculteurs,
2. les éleveurs,
3. ceux qui pratiquent des petits métiers,
4. ceux dépendant des ressources naturelles (bois, paille),
5. les vendeurs des produits de rente,
6. les artisans,
7. les commerçants,
8. les travailleurs journaliers,
9. les petits commerçants,
10. les transporteurs,
11. les creuseurs dans les mines et
12. ceux dépendant principalement des aides et assistance.

Les principaux groupes sont de suite analysés.

Agriculteurs : dans les quatre régions étudiées les agriculteurs sont les plus nombreux et représentent 62 % de la population totale. Pour ces ménages la production agricole (y compris le maraichage) contribue grandement à leur revenu (77 %). D'autres activités qui contribuent au revenu d'agriculteurs sont l'élevage (5%) et le petit commerce (5%). En particulier, plus de la moitié des agriculteurs tire une partie des revenus de la commercialisation des produits vivriers (manioc en cossette, plantain, macabo). Au moment de l'enquête, le revenu des agriculteurs était plus ou moins stable pour la moitié des interviewés (49 %) ou stable pour une petite partie (15 %), mais plus de la moitié d'entre eux accusent une baisse de revenu par rapport à 2014 à la même période. Par ailleurs, le niveau de bien être est faible ou très faible pour 43 % de ces ménages. Environ 20 % des agriculteurs sont en insécurité alimentaire (modérée et sévère).

Éleveurs : les éleveurs représentent environ un ménage sur 10 (9 %) et sont concentrés dans l'Extrême-Nord (13 %), l'Adamaoua (11 %) et le Nord (8%). Ils tirent leurs revenus principalement de la production d'élevage (à la hauteur de 57 %) et, dans une moindre mesure (34 %), de la production agricole. Le niveau de bien-être caractéristique de ce GME est faible ou très faible pour environ 60 % des ménages. Un ménage d'éleveurs sur cinq est en insécurité alimentaire dans les régions considérées.

Vente de ressources forestières: Les ménages qui vivent de la vente des ressources forestières représentent environ 3 %. Outre que la vente des produits forestiers, qui concourent à 59 % de leurs revenus, ils vendent aussi des produits agricoles (35 %). Leur niveau de bien-être de presque la moitié (45 %) de ces ménages est faible ou très faible et 23 % d'entre eux sont en insécurité alimentaire.

Travail journalier Les ménages qui tirent leurs revenus du travail journalier (agricole ou non) représentent environ 3 % de l'ensemble. Ils sont plus présents dans l'Adamaoua (5 %), au Nord (4 %) et l'Extrême-Nord (2 %). Le revenu issu du travail journalier représente 69 % du total, mais ces ménages vendent aussi des produits agricoles (à la hauteur de 19 %). Ils représentent le GME le plus vulnérable à l'insécurité alimentaire à cause de la précarité des revenus : 60 % de ces ménages sont caractérisés par un niveau de bien être faible ou très faible et 37 % d'entre eux sont en insécurité alimentaire, ce qui le rende le groupe le plus vulnérable.

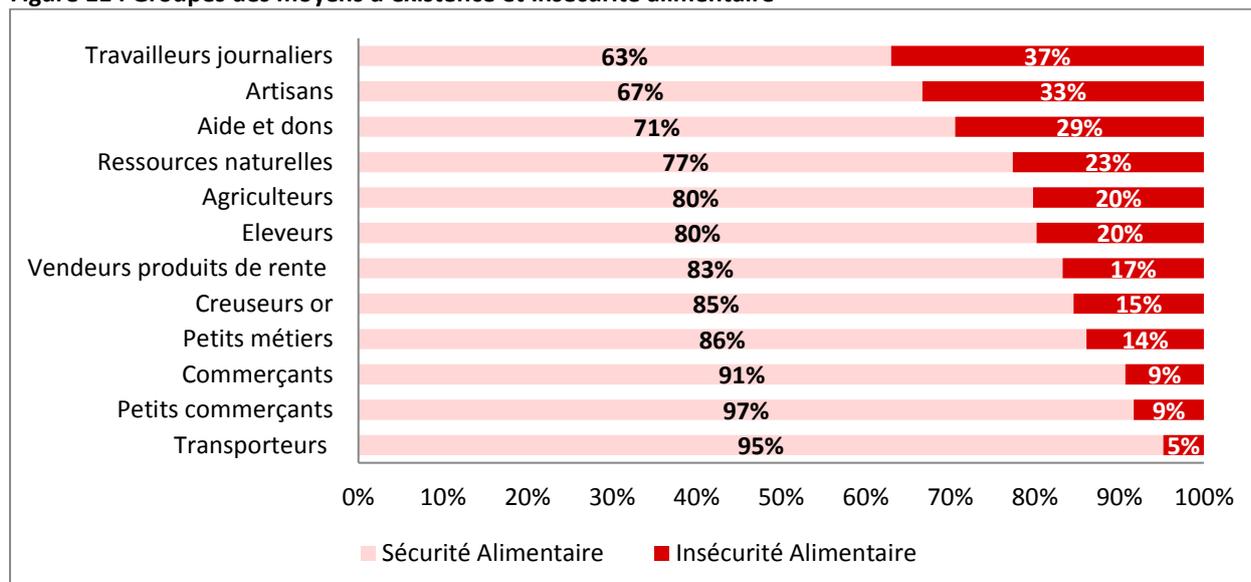
Aides et dons Les ménages qui vivent d'aides et dons sont sans doute les plus démunis. Ils sont souvent dirigés par un chef de ménage femme (41 % des cas), âgé (53 % des chefs de ces ménages a plus de 60 ans), veuf (ve) (47 % des cas), et sans aucun niveau d'instruction (35 % des cas). Le niveau de bien être de ces ménages est sans surprise très faible ou faible pour 60 % d'entre eux. Une minorité parmi eux (8 %) recoure à la vente de produits agricoles. Ils sont nombreux dans l'Adamaoua (7 %). Environ 30 % de ces ménages sont en insécurité alimentaire.

La précarité des revenus affecte les groupes des moyens d'existence économiquement fragiles, sans des revenus stables en les plonge dans l'insécurité alimentaire. Les travailleurs journaliers (37 %); les artisans (33 %), les ménages dépendant de l'aide et assistance (30 %) ou de ressources naturelles (23 %) sont les GME les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Ressources forestières

Dans la région de l'Est les produits non ligneux comme l'*Okok*, le *Njansang* et les mangues sauvages, sont collectées par les femmes et utilisés à des fins alimentaires et thérapeutiques. Ces produits donnent lieu au développement d'une véritable activité commerciale saisonnière. Malgré les interdictions du braconnage, la vente des animaux de chasse (porc-épic, singes, rat de Gambie, lièvre) se poursuit mais procure de moins en moins des rémunérations à cause des contrôles forestiers.

Figure 11 : Groupes des moyens d'existence et insécurité alimentaire



8) Taille des terres cultivables

Les ménages qui cultivent des petites surfaces agricoles sont plus en insécurité alimentaire que ceux qui mettent en valeur des grandes superficies : un ménage sur cinq ayant semé sur une surface de moins d'un hectare est en insécurité alimentaire et la tendance diminue lorsque la taille des parcelles augmente.

9) Mouvements de population

La majorité des ménages réside en permanence dans les villages visités depuis trois ans ou plus. Toutefois, dans **l'Extrême-Nord**, les localités voisines des zones de turbulence comme Kodazida (Mogodé), Gorou et Kidji Matari (Waza) ont accueilli des déplacés qui fuient les violences et les combats infligés par la secte Boko Haram. Dans certains villages de la région de **l'Est** comme celui de Mboumama, les réfugiés représentent plus de 50 % de la population. Dans l'ensemble, environ 20 % des ménages ont accueilli des nouvelles personnes au cours des douze mois précédant l'enquête, plus fréquemment dans les régions de l'Extrême-Nord (26 %), de l'Est (24 %) et de l'Adamaoua (22 %) qui reçoivent en continue des nouveaux réfugiés nigériens ou des déplacés, certes avec une fréquence et une intensité au rabais.

L'accès aux ressources diminue pour les populations hôtes qui doivent les partager avec les réfugiés et les déplacés, augmentant le risque de fragiliser la cohésion sociale. Au cours des six mois précédant l'enquête, des familles entières ont quitté leurs villages, notamment dans l'Extrême-Nord et l'Adamaoua pour se rendre dans les villes ou villages voisins. Le départ d'hommes a été plus fréquent dans l'Extrême-Nord. De même, des mouvements de populations ont été observés vers l'Est. Les ménages déplacés internes expliquent que le choix du village d'accueil est motivé par les inondations survenues dans leur village d'origine (50 %), la stabilité de la sécurité dans la zone d'accueil (42 %) ou la dégradation de la sécurité dans la zone d'origine à la suite de conflits, menaces ou destruction de leurs biens (42 %).

10) Dettes

S'endetter est un signe de manque de moyens, mais également une opportunité à laquelle seulement une partie des ménages a accès. Parmi les ménages qui déclarent avoir contracté une dette (en espèce ou en nature) au cours de six derniers mois précédant l'enquête (c'est à dire pendant la période de

soudure et pré-soudure) 77 % sont en sécurité alimentaire, laissant sous-entendre que ces ménages bénéficient d'un accès au crédit que les ménages vulnérables n'ont pas. Il en est de même des ménages qui dépendent extrêmement du crédit ou d'emprunt pour subvenir à leurs besoins : la moitié est en insécurité alimentaire.

3.6 Situation des marchés

En général, les marchés des régions à l'étude fonctionnent tout au long de l'année. Toutefois, les approvisionnements et l'accès physique sont souvent perturbés par :

- la multitude des check-points (41 %),
- les conditions météorologiques défavorables typiques de la saison des pluies (23 %) et
- les incidents de sécurité (12 %).

Accès physique

La majorité des villages enquêtés ne dispose pas de marché local. Les populations doivent parfois parcourir des grandes distances pour se procurer les produits alimentaires. Les populations des villages proches des routes carrossables ont davantage des difficultés à écouler leur production agricole que ceux qui se trouvent le long des routes bitumées. Le mauvais état des routes limite aussi l'accès à certains marchés enclavés (comme Mbang, Batouri et Yokadouma dans la région de l'Est).

Disponibilité et approvisionnement

Le mil, le maïs, l'arachide et le niébé sont les denrées les plus échangées dans les marchés. Au moment de l'enquête, les marchés visités étaient relativement bien approvisionnés en principales denrées alimentaires.

Plus de la moitié des commerçants n'a pas changé de source de ravitaillement (60 %) au cours des douze derniers mois. Dans l'Extrême-Nord et le Nord, les commerçants s'approvisionnent auprès de fournisseurs proches et l'insécurité ne semble pas représenter une contrainte majeure pour eux. Leurs ventes ont augmenté du fait de la demande croissante des consommateurs dans le district. Comparé à septembre 2014, la moitié des commerçants déclare avoir moins de clients, majoritairement dans la région de l'Extrême-Nord (77 % des cas).

Les interventions de l'état et de ses partenaires telles que la vente à prix social et les distributions de vivres ne semblent pas avoir eu un impact sur les activités des commerçants.

Prix des denrées alimentaires

Au Cameroun les prix des produits alimentaires ont progressé de 1,1 % au cours des douze derniers mois. Cette progression est due au renchérissement des prix du poisson et fruits de mer (+3,5 %), des produits laitiers et œufs (+3,4 %), des légumes (+3,2 %) et des viandes (+1,5 %) et probablement causée par la hausse des prix du carburant intervenue le 1er juillet 2014.

Termes de l'échange des céréales

Les termes de l'échange des céréales sont la quantité d'une céréale donnée qu'il est possible d'acquérir avec la vente d'un bien de type donné. Les termes de l'échange entre des bovins, ovins et le sorgho (aliment de base) sont analysés, afin de donner un aperçu sur le pouvoir d'achat des éleveurs.

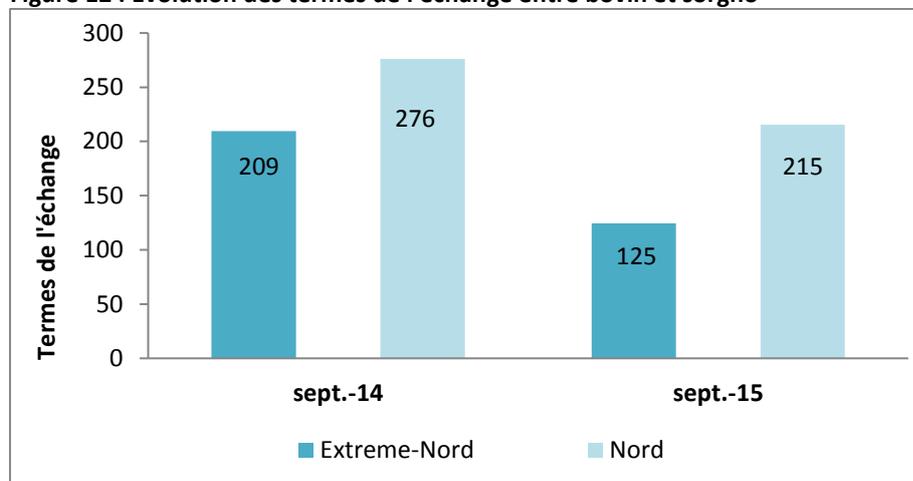
Bovin / sorgho

Le pouvoir d'achat des éleveurs peut être apprécié en comparant le prix de vente du bétail au prix d'achat d'une denrée alimentaire: les ménages qui possèdent du bétail peuvent en vendre pour acheter de la nourriture de base.

Au moment de l'enquête les termes de l'échange entre bovins et sorgho s'étaient détériorés sur les marchés de l'Extrême-Nord (209 à 125) et du Nord (276 à 215), comparativement à la même période de l'année précédente. Dans la région de l'Extrême-Nord par exemple, un ménage qui vendait un

bovin au moment de l'enquête perdait en effet environ 85 kg de sorgho comparativement à la même période l'année d'avant. La chute du prix du bétail résulte du manque de pâturages et de points d'eau pour les animaux ainsi que de l'insécurité dans la zone frontalière avec le Nigeria qui limite les mouvements des éleveurs, et affectent ainsi les éleveurs.

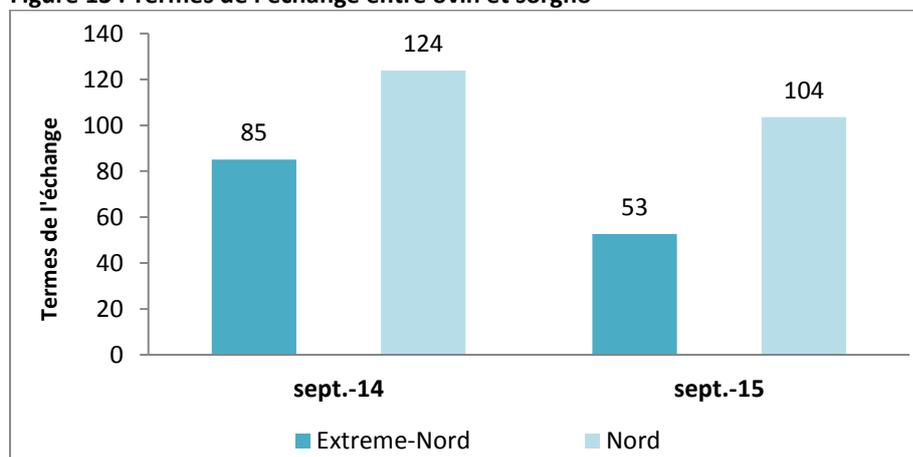
Figure 12 : Evolution des termes de l'échange entre bovin et sorgho



Ovin/sorgho et Travail journalier/sorgho

De même, les termes de l'échange entre les ovins et le sorgho s'étaient détériorés dans l'Extrême-Nord (passant de 85 à 53) et dans le Nord (de 124 à 104) au moment de l'enquête par rapport à l'année précédente. Cela se traduit dans une perte de 32 kg de sorgho en moins que les éleveurs d'ovin peuvent acheter. La tendance est la même lorsqu'on compare le salaire journalier d'un travail occasionnel (agricole ou non) et le prix d'un kilo de sorgho sur les marchés de l'Extrême-Nord (4 à 3) et du Nord (2,9 à 2,7).

Figure 13 : Termes de l'échange entre ovin et sorgho



4. CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

4.1 Chocs

L'insécurité alimentaire est plus fréquente dans les ménages dont la capacité de production ou d'achat d'aliments est entamée à la suite d'un choc (20 %) que ceux qui n'en ont pas été ébranlés. Les problèmes endurés par les ménages enquêtés au cours des six mois précédant l'enquête varient d'une région à l'autre. Les aléas climatiques ont surtout affectés les populations des régions situées dans la zone agro écologique soudano-sahélienne.

Extrême-Nord : Le retard des pluies (ou la sécheresse) est le choc qui a été majoritairement mentionné dans les régions de l'Extrême-Nord (28 %) et du Nord (30 %). Les ménages de l'Extrême-Nord ont aussi ressenti de la hausse des prix (13 %) et des maladies ou décès d'un membre de la famille (13 %).

Nord : Toujours sur le plan climatique, les fortes pluies et les inondations ont surtout été évoquées dans la région du Nord (16 %). Les maladies des cultures agricoles (18 %) et des membres de la famille (8 %) ont aussi été fréquentes dans la région du Nord. Ici, dans les discussions de groupes il est ressorti que le retard des paiements du coton par la SODECOTON a affecté les producteurs.

Figure 14 : Principaux chocs dans l'Extrême-Nord

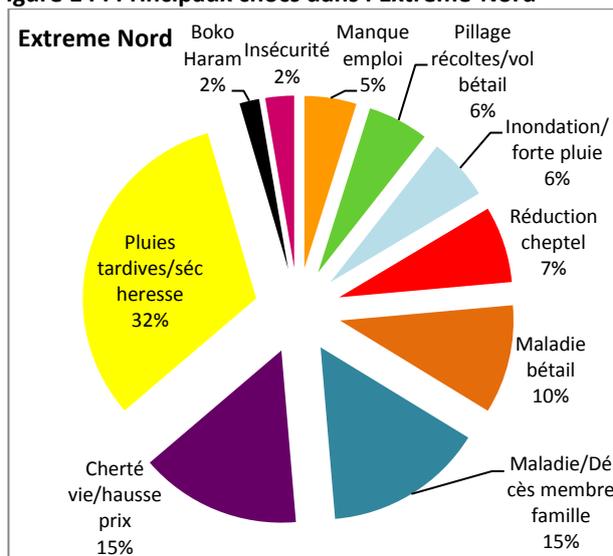
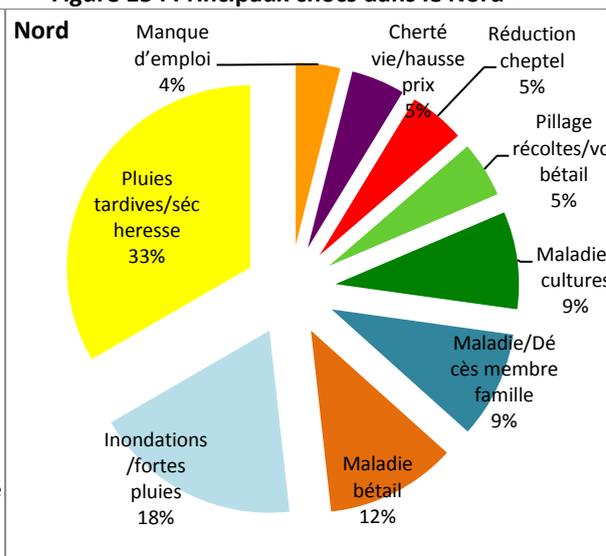


Figure 15 : Principaux chocs dans le Nord



Adamaoua : Dans la région de l'Adamaoua, ce sont plutôt les vols des récoltes et du bétail qui ont le plus éprouvés les ménages (26 %). Le phénomène des coupeurs de route a resurgi avec l'arrivée des réfugiés centrafricains et instauré un climat d'insécurité (pour 8 % des ménages). C'est en partie ce qui explique le recours prépondérant des ménages de cette région aux stratégies négatives et qui se répercute dans la prévalence d'insécurité alimentaire élevée issue de cette région. En outre, dans l'Adamaoua, les maladies des cultures ont également affecté les productions agricoles (pour 9 % des ménages). La vie chère constitue aussi un fardeau pour les ménages pauvres, dans un environnement caractérisé par manque d'emploi (pour 8 % des ménages).

Est : Dans cette région les chocs sont principalement de type chronique. Il s'agit de problèmes liés au monde rural (maladies des cultures pour 20 % et pillage des récoltes et vol du bétail pour 15 % des ménages) ou de la sphère familiale (décès et/ou maladie d'un membre du ménage).

Figure 16 : Principaux chocs dans l'Adamaoua

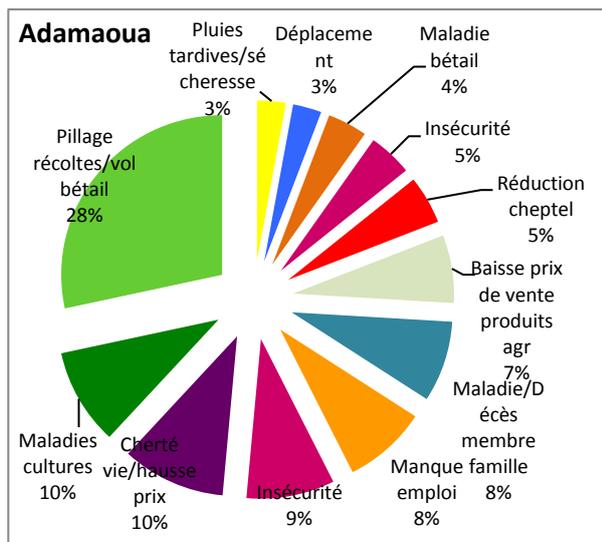
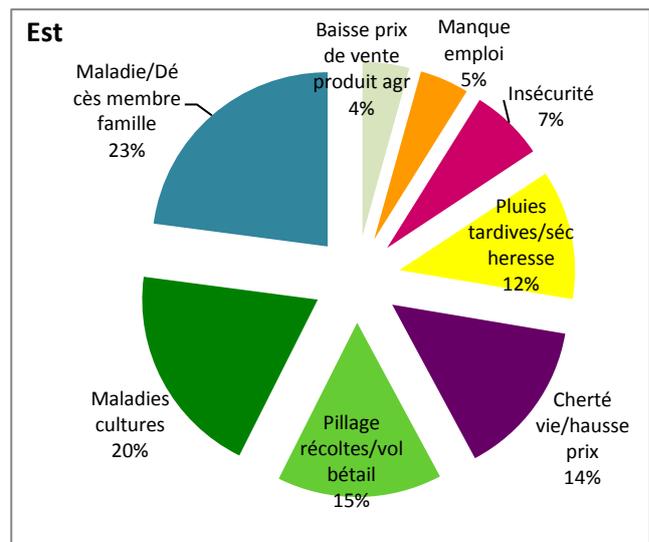


Figure 17: Principaux chocs dans l'Est



La quasi-totalité des ménages qui a subi un choc a déclaré que le choc subi a perturbé leur capacité à satisfaire les besoins alimentaires. La remise des chocs peut être dure et longue. Dans la région de l'Est par exemple, la moitié de la population a déclaré ne jamais être en mesure de se remettre des chocs, tellement leurs conditions sont précaires et leur capacité d'adaptation faible. Dans les régions de l'Extrême Nord et de l'Adamaoua environ un ménage sur cinq a déclaré ne pouvoir se remettre du choc enduré une année (respectivement 21 % et 23 %).

4.2 Contraintes du monde rural

Dans les régions de l'Est, Nord et Extrême-Nord, 90 % des ménages ruraux pratiquent l'agriculture.

Longueur de la soudure

En temps normal, la période de soudure s'étend du mois de juillet à septembre dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord. Toutefois, à cause du déficit vivrier de 41 000 tonnes pendant la campagne 2014 dans ces régions, certains ménages ont vécu des ruptures de stocks dès la mi-juin. Par ailleurs, le retard et la mauvaise répartition des pluies pendant la campagne agricole de 2015 ont entraîné des resemis repoussant le début des récoltes du premier cycle au milieu du mois d'octobre. Par conséquent la soudure a été plus longue que d'habitude pour une bonne frange de la population de ces régions s'étendant entre la deuxième quinzaine de juin à la première quinzaine d'octobre.

Taille réduite des superficies agricoles

Avec des superficies cultivées de petite taille, l'agriculture vivrière est souvent de subsistance dans les régions à l'étude et ne suffit pas toujours à couvrir les besoins alimentaires pendant toute l'année, surtout dans les régions situées dans la bande sahélienne. Environ un ménage sur quatre a en effet semé moins d'un hectare tandis que pour 34 % de ménages, la superficie emblavée est comprise entre un et deux hectares. Dans ces conditions, certains producteurs consomment tous leur stock et sont obligés d'acheter des semences à chaque nouvelle saison.

Par ailleurs, dans les régions septentrionales les inondations, ainsi que l'arrivée des réfugiés et des personnes déplacées internes, ont affecté la disposition des espaces cultivables et réduit leur taille.

-Cultures vivrières et de rente-

Dans les régions septentrionales les principales cultures sont le maïs, sorgho, arachide, niébé, le soja ainsi que les cultures de rente (coton, oignon). Dans la région de l'Est, l'agriculture vivrière porte principalement sur le manioc, la banane plantain, le macabo, l'igname, le maïs et l'arachide. Dans la zone de savane et de forêt du département du Lom et Djerem (région de l'Est), les populations pratiquent aussi les cultures maraîchères dans les bas-fonds. Le cacao et le tabac sont les principales cultures de rente de cette région.

Développement agricole limité

En général le manque de matériel et les pratiques culturales vétustes (manque d'encadrement technique et de semences améliorées) sont les facteurs qui limitent la production agricole. Il en est de même du manque de moyens pour lutter contre les chenilles et les criquets qui endommagent les cultures. Dans l'Est, l'attaque des cultures du manioc par la pourriture pendant la saison en cours et cela a été reporté comme un des principaux chocs des ménages avec des conséquences sur la production agricole.

Diminution cheptel

L'élevage occupe également une place importante dans la vie des populations à l'étude. Presque six ménages sur dix (58 %) possèdent des animaux (bovins, ovins, caprins), surtout dans les régions septentrionales.

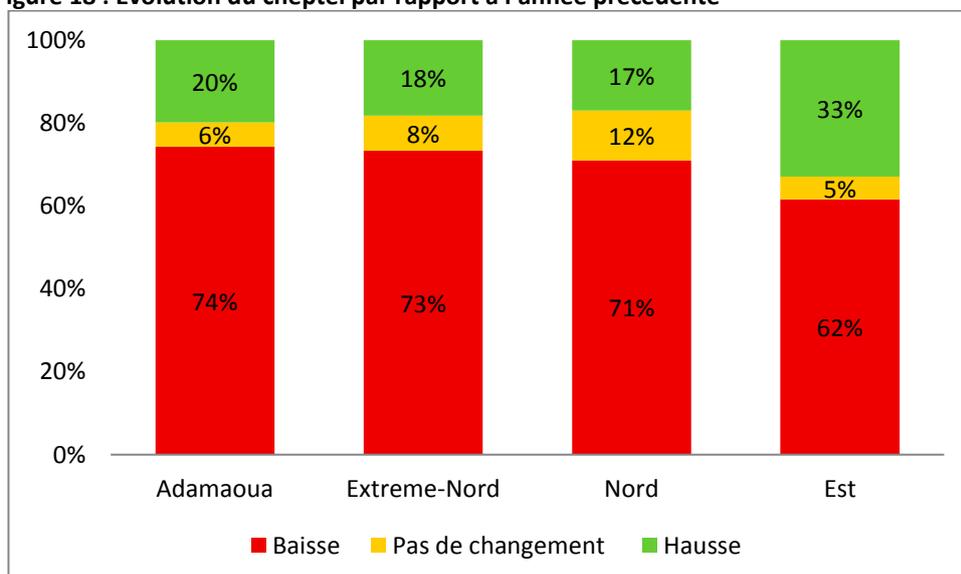
Dans la région de l'Extrême-Nord, la pratique de l'élevage va souvent de pair avec l'agriculture et sert de fonds de réserve pour satisfaire des besoins spécifiques des ménages à des moments de pénurie. Dans la région de l'Est, l'élevage est plus développé dans les zones de savane telles que le Lom et Djerem et la Kadey. Avec l'arrivée des réfugiés centrafricains, qui sont typiquement des éleveurs, le cheptel bovin de la région a grandement augmenté, et les conflits agropastoraux aussi.

Cependant plus de six ménages sur dix estiment que leur cheptel a diminué par rapport à l'année précédente, en particulier dans les régions de l'Adamaoua (74 %), de l'Extrême-Nord (73 %) et du Nord (71 %). Cette diminution résulte principalement des maladies (52 %) et du manque de moyens financiers pour prendre soins du cheptel ou améliorer les conditions d'élevage (21 %). En effet, les épizooties et autres pestes animales ont affecté la volaille et les animaux au cours des douze derniers mois précédant l'enquête. Par manque d'abris, les animaux sont laissés en divagation dans les villages et le suivi par les services vétérinaires est rendu difficile. D'où le risque accru de propagation de maladies. Dans l'Est et l'Adamaoua, les troupeaux non vaccinés venus de la RCA constituent une menace ultérieure pour les éleveurs locaux.

-Conflits Agropastoraux-

Les conflits agropastoraux opposent les agriculteurs et les éleveurs depuis des siècles. Aujourd'hui, le phénomène des coupeurs de route qui a empiré depuis l'arrivée des réfugiés centrafricains, et la multiplication des attaques de Boko Haram exacerbent cette situation, en réduisant la pratique agricole et en limitant aussi l'accès au pâturage pour les animaux. Cette situation a poussé les animaux dans les zones cultivables au détriment de l'agriculture, notamment dans les départements du Mbére, du Lom et Djerem et de la Kadey. Les éleveurs restent alors aux abords des villages contribuant ainsi à exacerber les conflits agropastoraux. Dans l'Adamaoua, ce phénomène est particulièrement prononcé.

Figure 18 : Evolution du cheptel par rapport à l'année précédente



4.3 Manque d'infrastructure-Santé

Plusieurs villages visités ne disposent pas de centres de santé et la majorité de la population (63 %) doit parcourir de longues distances pour se faire soigner dans le village voisin ou à l'hôpital de district le plus proche. Outre la distance, le manque de médicaments et de personnel qualifié sont les principales difficultés du secteur de la santé qui retombent sur la population. Par ailleurs, le manque d'argent pour payer les médicaments et les traitements représente une contrainte majeure pour les populations.

4.4 Manque d'infrastructure-Education

La plupart des villages enquêtés disposent d'une école primaire à cycle complet. Les principaux problèmes de l'éducation sont le manque de moyens, personnel et d'infrastructures scolaires. La poursuite des études au niveau secondaire est problématique dans la quasi-totalité des villages à cause du manque du cycle secondaire. Les parents sont obligés d'envoyer les enfants dans les villes voisines pour continuer les études, pour ceux disposant de moyens conséquents ou de connaissances en ville. A défaut, les enfants sont obligés de parcourir de longues distances allant jusqu'à 5 km pour se rendre à l'école. Il en résulte un fort taux d'absentéisme et d'abandon.

-Contraintes sanitaires constatées-

Dans les régions visitées le paludisme est la principale maladie qui touchait les ménages au moment de l'enquête.

Des soucis sur l'état nutritionnel des enfants ont également été mentionnés : le chef du centre de santé de Bengue Tiko dans la Kadey (Est) a révélé qu'environ 20 % d'enfants dépistés au centre de santé souffrent de malnutrition aiguë modérée.

5. PRIORITES DES MENAGES

L'assistance alimentaire est la première priorité des ménages de l'Extrême-Nord (30 %) et de l'Adamaoua (24 %) ce qui est cohérent avec le niveau d'insécurité alimentaire très élevé de ces deux régions. Elle occupe aussi une place de choix mais inférieure pour les populations du Nord (20 %) pour qui les soins de santé est le besoin le plus pressant (23 %).

Les populations de la région de l'Extrême-Nord ont exprimé plusieurs autres besoins prioritaires parmi lesquels l'appui aux activités agricoles, l'accès aux soins de santé et à l'eau potable.

Figure 19 : Principales priorités dans l'Extrême-Nord

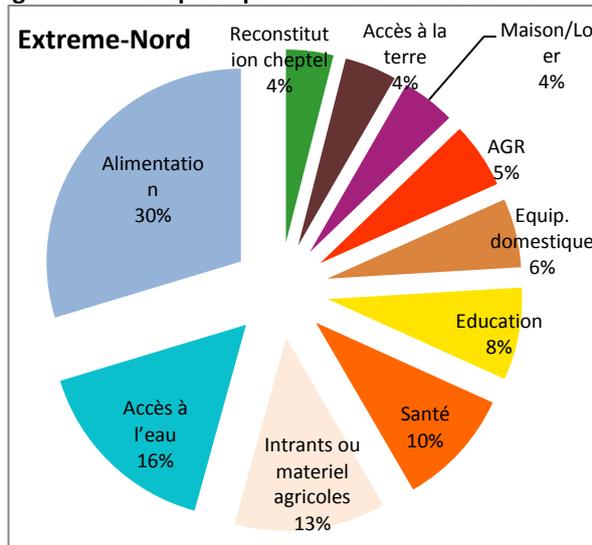
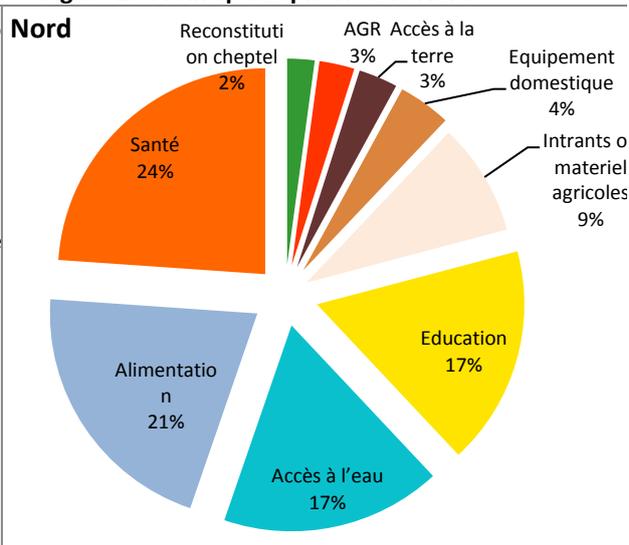


Figure 20 : Principales priorités le Nord



L'accès à l'eau est la priorité dans la région de l'Est (20 %) et est assez criard dans les régions du Nord (17 %) et de l'Extrême-Nord (16 %). Les populations de la région de l'Est ont aussi grandement sollicité des équipements et intrants agricoles (17 %) tout comme celles de l'Adamaoua (16 %) et de l'Extrême-Nord (12 %).

Figure 21 : Principales priorités dans l'Adamaoua

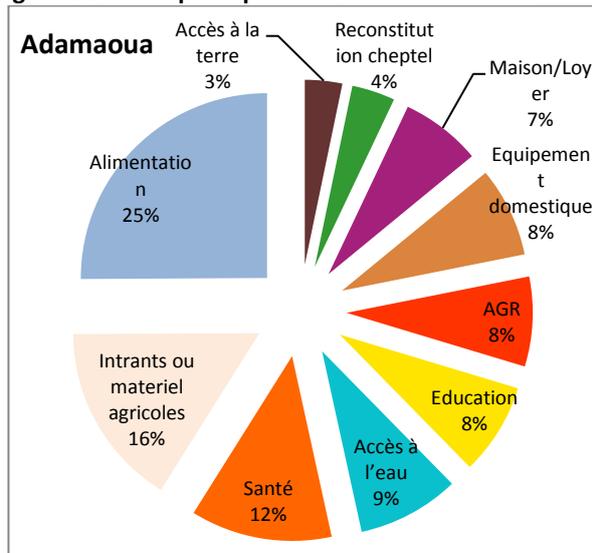
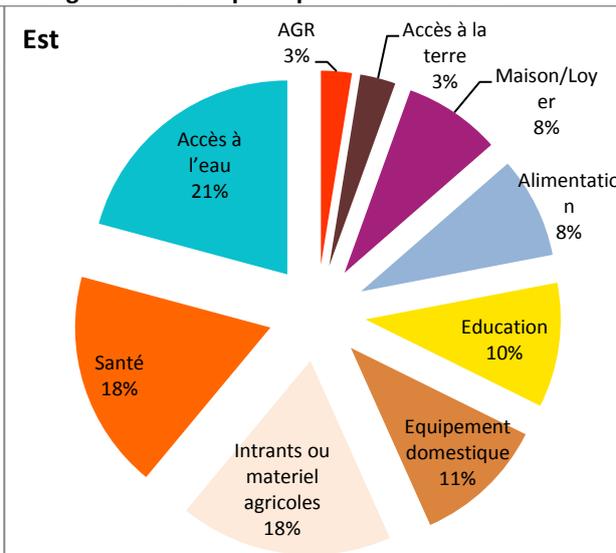


Figure 22 : Principales priorités dans l'Est



Les problèmes liés à l'éducation préoccupent également de manière non négligeable les populations du Nord (17 %) et de l'Est (10 %).

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La situation de la sécurité alimentaire dans les quatre régions d'étude est précaire et préoccupante. Les perspectives dans les mois à venir ne sont pas optimistes, car déjà dans un contexte économique très fragile, les aléas climatiques et les mouvements de population (refugiées et PDI), continuer de menacer les populations les plus vulnérables.

Une situation de la sécurité alimentaire préoccupante

Dans les quatre régions à l'étude 19 % des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 2 % de manière sévère. Cela se traduit dans environ **1 966 000** personnes en insécurité alimentaire dont **249 000** en insécurité alimentaire sévère.

Région	Population ¹⁴	Personnes en insécurité alimentaire (sévère + modérée)		Personnes en insécurité alimentaire sévère		Personnes en insécurité alimentaire modérée	
		effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
Adamaoua	1 200 970	223 910	19 %	15 267	1 %	208 643	17 %
Est	835 642	66 711	8 %	-		66 711	8 %
Extrême-Nord	3 993 007	1 417 807	35 %	202 544	5 %	1 215 263	30 %
Nord	2 442 578	257 656	10 %	30 919	1 %	226 737	9 %

Consommation alimentaire : Presque huit ménages sur dix ont une consommation alimentaire acceptable (78 %) dans les quatre régions considérées. Une frange non négligeable présente toutefois une consommation alimentaire pauvre ou limite dans les régions de l'Extrême-Nord (38 %) et de l'Adamaoua (25 %). Les aliments de base sont consommés tous les jours de la semaine et en général accompagnés de légumes. La viande et le poisson sont consommés généralement comme condiment. Quoiqu'ayant une consommation alimentaire considérée acceptable, 62 % des ménages caractérisés par une alimentation pauvre ne consomment pas d'aliments riches en fer, en particulier dans la région de l'Extrême-Nord (14 %).

Stratégies : le recours aux stratégies d'urgence (la mendicité, la vente de la maison ou du terrain, la vente des derniers animaux femelles) est fréquent dans l'Extrême-Nord (16 %) et l'Adamaoua (12 %). De même, en vendant leurs actifs productifs 16 % des ménages ont diminué leur productivité future voire la formation du capital humain. Ces stratégies de crise sont majoritairement utilisées dans l'Adamaoua (35 %) et l'Extrême-Nord (21 %).

Dépenses : En affectant plus de 75 % de leurs dépenses dans la nourriture, environ un ménage sur cinq s'est rendu économiquement vulnérable à subvenir à d'autres besoins futurs. De tels ménages représentent 20 % du total et 23 % dans la région de l'Extrême-Nord.

Sources de revenu : La précarité de sources de revenus affecte les GME fragiles, notamment les travailleurs journaliers (37%), les artisans (33 %), les ménages dépendant d'aides/dons (29 %) ou de ressources naturelles (23 %). Les ménages qui dépendent du troc, des dons ou de l'emprunt pour se procurer les aliments de base ou de la viande sont davantage en insécurité alimentaire que ceux qui recourent à des sources d'aliments plus sûres.

Causes : pauvreté, aléas climatiques, insécurité

Le contexte de l'étude est caractérisé par une pauvreté stagnante, un manque d'opportunité de travail, de revenus instables, un fort afflux de populations des pays voisins et d'autres régions du Cameroun, ce qui crée une situation de stress permanent pour les plus pauvres. Environ quatre ménages sur dix dont le niveau de bien-être est très faible vivent dans l'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire touche essentiellement les ménages pauvres ou ayant des revenus instables.

¹⁴ Projections de UNFPA de 2015.

Dans l'Extrême-Nord, plus de la moitié des ménages a un niveau de bien-être très faible (33 %) ou faibles (21 %). Dans l'Adamaoua, ces ménages représentent 43 % de l'ensemble régional dont 16 % ont un niveau de bien-être très faible. Dans l'Est et le Nord, respectivement 32 % et 30 % ménages ont un niveau de bien-être très faible ou faible.

Les ménages ruraux vivent généralement d'une agriculture souvent de subsistance, et ils sont affectés à la fois par la sécheresse et inondations, ainsi que par les maladies des cultures, des animaux et l'accès limité à la terre. Dans ces conditions, certains producteurs consomment tous les stocks alimentaires disponibles et sont obligés d'acheter des semences au début de chaque nouvelle campagne agricole. Aussi, les ménages vivent une situation d'extrême fragilité : à cause de la longue période de soudure, leurs stocks s'amenuisent jusqu'à épuisement et ils sombrent dans des comportements négatifs au détriment de leurs moyens d'existence. Au cours des six mois précédant l'enquête, le retard des pluies a également affecté les populations, surtout dans les régions de l'Extrême-Nord (28 %) et du Nord (29 %).

Dans l'Adamaoua, ce sont plutôt les vols de récoltes et de bétail qui ont le plus éprouvés les ménages (26 %). Le phénomène de coupeurs de route a en effet resurgi avec l'arrivée des réfugiés centrafricains et instauré un climat d'insécurité (8%).

Les mouvements de population qui fuient la menace de Boko Haram ont augmenté la pression sur les ressources telles que l'emploi, la terre à cultiver, le pâturage et les points d'abreuvement des animaux. Chez les réfugiés (50 %) et les personnes déplacées (40 %), l'insécurité alimentaire semble être prépondérante comparativement aux populations qui résident en permanence dans leur village depuis trois ans (17 %).

Profil des ménages en insécurité alimentaire

Les ménages en **insécurité alimentaire sévère** ont une consommation alimentaire très pauvre en micronutriments et protéines et ont fortement détérioré leurs moyens de subsistance: 20 % ont dépensé plus de 75 % des revenus pour la nourriture et 10 % ont usé des stratégies d'urgence qui aboutissent indubitablement à des insuffisances alimentaires très graves.

Ils ont consommé des aliments moins préférés car moins chers (68 %), diminué le nombre de repas par jour (34 %), limité la quantité de nourriture pendant les repas (28 %), ou réduit les quantités consommées par les adultes/mères au profit des enfants (20 %).

Ceux qui sont en **insécurité alimentaire modéré** ont une consommation alimentaire pauvre et des capacités minimales pour assurer les besoins alimentaires : 22 % affectent entre 65 et 75 % des dépenses mensuelles aux aliments, en épuisant leurs moyens d'existence.

Géographie de l'insécurité alimentaire

La région de l'**Extrême-Nord** reste sans surprise la plus vulnérable, avec 40 % de ménages en insécurité alimentaire (dont 5 % en insécurité alimentaire sévère). Cette situation résulte essentiellement d'une période de soudure prolongée suite à la pluviométrie défavorable ainsi qu'à l'insécurité grandissante due à BH qui a fait augmenter la pression sur les ressources existantes. Ces facteurs engendrent des déficits céréaliers récurrents et toujours plus croissants ces dernières années. Par rapport à la dernière évaluation rapide de la sécurité alimentaire (juin 2015), la situation s'est détériorée dans la population locale, en particulier dans les départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga où la prévalence de l'IA était de 23 %. Cette dégradation pourrait résulter du fait que les périodes considérées correspondent au début et à la fin la soudure. En outre, la situation est préoccupante dans les trois autres départements de cette région non frontaliers au Nigeria, en particulier dans le Diamaré, où 37 % des ménages sont en IA.

Dans l'**Adamaoua** 20 % de ménages sont en insécurité alimentaires (dont 1 % en insécurité alimentaire sévère). La combinaison de facteurs défavorables tels que pauvreté, conflits agropastoraux, accès à la

terre limité, concoure à cette prévalence préoccupante. Dans l'Adamaoua, l'emprunt ou la demande de nourriture à un tiers est très fréquent (29 %) comparativement aux autres régions.

Les régions du **Nord** et de l'**Est** sont moins touchées, respectivement avec 11 % et 8 % de ménages en insécurité alimentaire. La région du Nord jouit sans doute des fruits de la bonne campagne agricole de l'année précédente et celle de l'Est bénéficie des deux récoltes agricoles annuelles.

Marché

Au moment de l'enquête, qui coïncide avec la fin de la période de soudure dans les régions septentrionales, les ménages dépendent principalement du marché pour l'achat des aliments (à la hauteur de 69 %), surtout dans l'Adamaoua (76 %), dans l'Extrême-Nord (73 %) et au Nord (72 %). En général, les marchés des régions à l'étude fonctionnent tout au long de l'année malgré les check-points, les conditions météorologiques défavorables pour y accéder à certaines périodes de l'année et les incidents de sécurité. Au moment de l'enquête, les marchés visités étaient relativement bien approvisionnés en principales denrées alimentaires, même si la demande était en hausse.

Les termes de l'échange des éleveurs de l'Extrême-Nord et du Nord se sont détériorés comparativement à la même période de l'année précédente, à cause de la baisse des prix du bétail. Cela a fait diminuer le pouvoir d'achat des ménages éleveurs de bovins et ovins qui, par rapport à l'année précédente peuvent s'acheter respectivement 84 kg et 32 kg en moins de sorgho.

Priorités des ménages

L'assistance alimentaire est la priorité absolue pour les ménages de l'Extrême-Nord (29 %) et de l'Adamaoua (24 %), ce qui est en ligne avec les taux d'insécurité alimentaire très élevés enregistrés dans ces deux régions. Elle occupe aussi une place de choix mais inférieure pour les populations du Nord (20 %) pour qui la santé est le besoin le plus pressant (23 %). L'accès à l'eau est la priorité dans la région de l'Est (20 %).

Recommandations

Pour assurer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables dans les quatre régions il est recommandé de:

- Envisager l'assistance alimentaire inconditionnelle pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et sous certaines conditions pour ceux qui sont en insécurité alimentaire modérée.
- Une intervention axée sur les marchés tels que les transferts monétaires, serait en particulier appropriée dans la région de l'Extrême-Nord pour contenir le niveau de pauvreté très élevé et le faible pouvoir d'achat des populations.
- Renforcer les capacités de résilience des ménages les plus vulnérables à travers des activités de prévention et de mitigation de futurs chocs, telles que la gestion des bassins versants exposées aux chocs, l'irrigation pour l'agriculture et le reboisement.
- Fournir des intrants agricoles et encadrer les petits producteurs à une agriculture plus efficace.
- Améliorer les pratiques alimentaires et la consommation alimentaire des femmes et des enfants de 0 à 59 mois afin de réduire la prévalence de la malnutrition chronique.
- Soutenir la création d'un Système National de Suivi de la Sécurité Alimentaire afin de prévenir les risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition, en envisageant la collecte de données à distance pour les zones de grande insécurité.
- Conduire une évaluation des disponibilités après les récoltes dans ces quatre régions prioritaires.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES VILLAGES ENQUETES

Région	Village/Quartier	Ménages	Région	Village/Quartier	Ménages
Extrême-Nord	Baggore	12	Nord	Boeli	12
	Balamata	15		Boguel	12
	Bao Tassai	12		Camp projet	12
	Bedjibedji 2	15		Carefour Poli	12
	Dabrang	15		Casier katchalla	12
	Dizla	12		Djinni Baiti 2	11
	Djadjel Kalali	13		Djougoundou	11
	Goli	13		Foradjel	12
	Gorou	14		Helmbao	11
	Guemere	12		Kaiwan 2	12
	Kaikai Foulbe	12		Karewa	12
	Kidjimatari	8		Lakawar	11
	Kodazida	11		Makasele	12
	Koussou	12		Mayo Zaria	11
	Mayo Bantal	14		Mbounga	13
	Mongong	12		Nassarao	12
	Mouvarai	12		Pakete	13
	Ngalaga	12		Riao	11
	Nkidam Massah	12		Wafango	12
	Priwo	12		Winde Pintchoumba	13
Tala Manda	14				
Tapareo	12				
Est	Mbiali	14	Adamaoua	Bella Assom	13
	Attsieck	15		Borgop	12
	Nlong	14		Bounou	12
	Nadegbe	13		Djohong 2	10
	Bengue Tiko	17		Dobezo	12
	Bindiba	14		Febadi	12
	Camp Sodepa	12		Haoussa	12
	Deoule	6		Kanang	10
	Djouth 2	17		Kombo Laka	12
	Garoua Yaka	7		Kpama	9
	Houpi	12		Malarba 2	12
	Mampele	14		Mborguene	12
	Mboumama	13		Mboulai	14
	Mintom	13		Minim	10
	Moaname	12		Nandeke	13
	Nandoungué	15		Ndongue	13
	Noukenam	13		Ngaoui	12
	Patere	17		Ouro Adde	12
				Wantamo	12
				Yende	12

Total 987 ménages enquêtés

ANNEXE 2 : TABLEAUX ADDITIONNELS SUR LES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES

PROJECTION DE LA POPULATION CAMEROUNAISE EN 2015 PAR DEPARTEMENT

Région	Département	Population locale
Adamaoua	Djerem	169 696
	Faro et Deo	112 342
	Mayo-Banyo	254 065
	Mbéré	233 154
	Vina	431 713
	Total	1 200 970
Est	Boumba et Ngoko	124 903
	Haut-Nyong	212 787
	Kadei	199 342
	Lom et Djerem	298 610
	Total	835 642
Extrême-Nord	Diamaré	824 080
	Logone et Chari	624 859
	Mayo-Danay	678 915
	Mayo-Kani	519 249
	Mayo-Sava	447 696
	Mayo-Tsanaga	898 208
	Total	3 993 007
Nord	Bénoué	1 232 799
	Faro	100 538
	Mayo-Louti	566 307
	Mayo-Rey	542 934
	Total	2 442 578
TOTAL	8 472 197	

Source : UNFPA Cameroun

PROFIL DU CHEF DE MENAGE

		Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Sexe	Homme	83 %	17%
	Femme	72%	28%
Statut matrimonial	Marié monogame	82%	18%
	Marié polygame	85%	15%
	Veuf (ve)	64%	36%
	Séparé(e)/Divorcée	79%	21%
	Célibataire	92%	8%
Education	aucun	69%	31%
	alphabétisé	79%	21%
	coranique	86%	14%
	primaire	88%	12%
	secondaire	88%	12%
	supérieur	100 %	-

COMPOSITION DU MENAGE

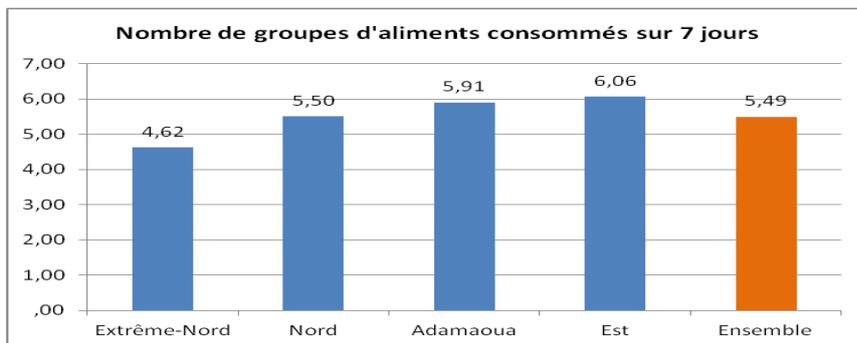
	Extrême-Nord	Nord	Adamaoua	Est	Ensemble
Taille moyenne du ménage	7,8	9,1	6,9	8,6	8,1
0-5 ans	1,7	2,2	1,6	2,0	1,9
6-14 ans	2,4	2,7	2,3	3,0	2,6
15-59 ans	3,3	4,0	2,8	3,3	3,3
60+ ans	,5	,3	,3	,3	,3
Proportion Femmes/Filles	51,4	50,9	53,5	49,5	51,3
Proportion dépendants	55,5	54,0	56,0	60,5	56,4
Age du Chef (moyenne)	48,9	41,8	47,6	43,7	45,6

MOUVEMENTS DE POPULATIONS ET INSECURITE ALIMENTAIRE

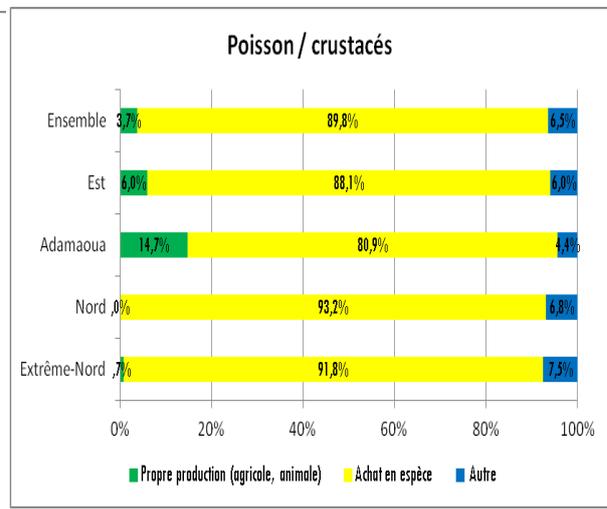
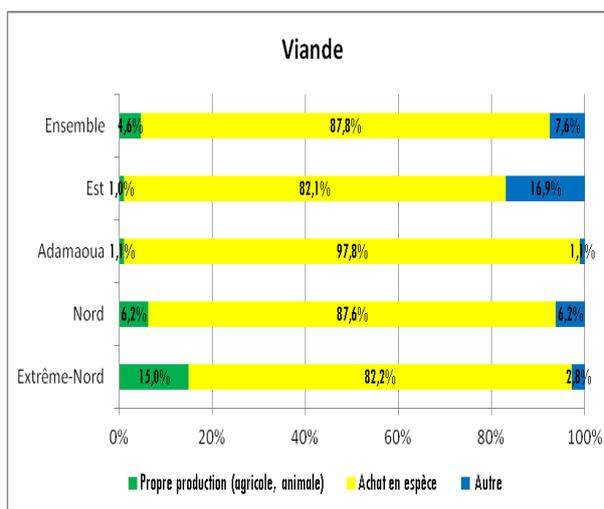
Statut de résidence		Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Résident permanent depuis trois ans		83%	17%
Déplacé / Retourné		60%	40%
Réfugiés		50%	50%
Raisons de l'installation dans le village	Terre de mes ancêtres	82%	18%
	Dégradation de la sécurité dans la zone d'origine (conflits, menaces, destruction de biens)	58%	42%
	Opportunité d'emploi dans la zone	91%	9%
	Présence de parents ou amis pour héberger et aider	87%	13%
	Recherche de pâturage et/ ou de point d'eau	87%	13%
	Recherche de terres cultivables	85%	15%
	Situation sécuritaire plus stable	50%	50%
	Inondation dans le village d'origine	17%	83%

ANNEXE 3 : DONNEES ADDITIONNELLES SUR LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES

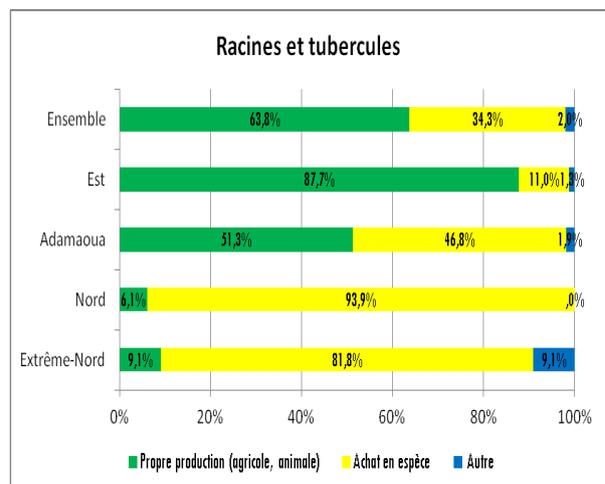
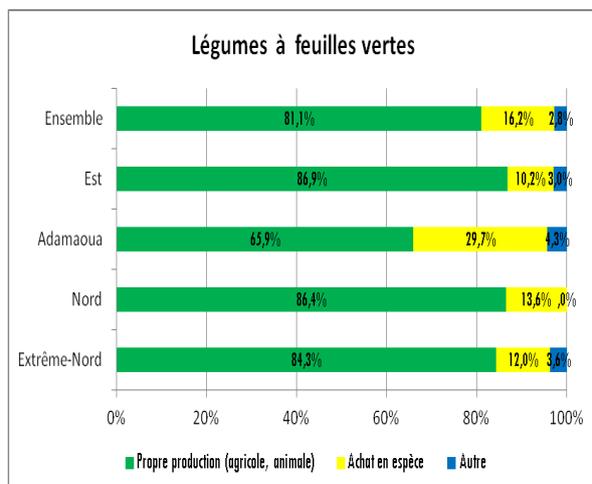
DIVERSITE ALIMENTAIRE DES MENAGES



PRINCIPAUX ALIMENTS ACHETES



PRINCIPAUX ALIMENTS ISSUS DE LA PRODUCTION FAMILIALE



STRATEGIES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

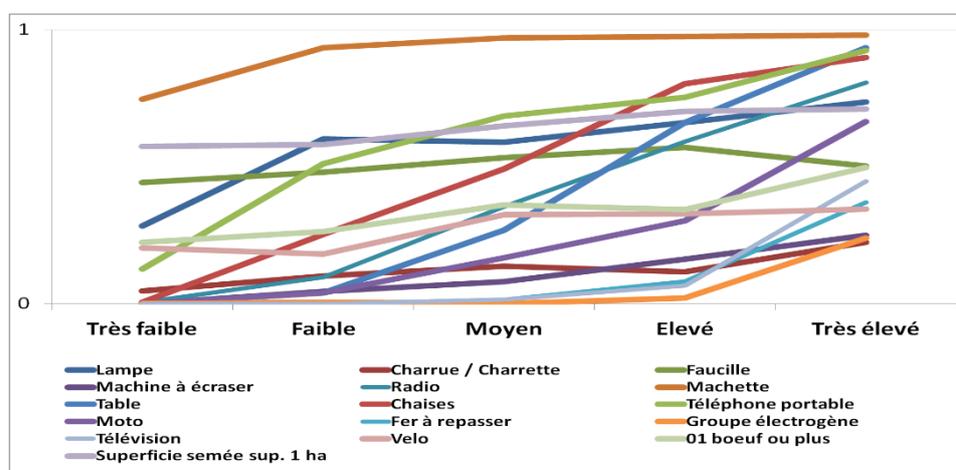
Stratégies	Extrême-Nord	Nord	Adamaoua	Est	Ensemble
Consommer les aliments moins préférés car moins chers	72 %	46 %	77 %	75 %	68 %
Diminuer le nombre de repas par jour	46 %	20 %	40 %	29 %	34 %
Limiter la quantité de nourriture pendant les repas	35 %	17 %	37 %	23 %	28 %
Réduire les quantités consommées par les adultes au profit des enfants	26 %	17 %	16 %	18 %	20 %
Passer une journée sans manger	21 %	6 %	6 %	4 %	10 %
Emprunter la nourriture ou solliciter l'aide	14 %	7 %	29 %	7 %	14 %
Restreindre la consommation des filles/femmes	1 %	0,4%	-	1 %	1 %

ANNEXE 4 : DONNEES ADDITIONNELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DES MENAGES

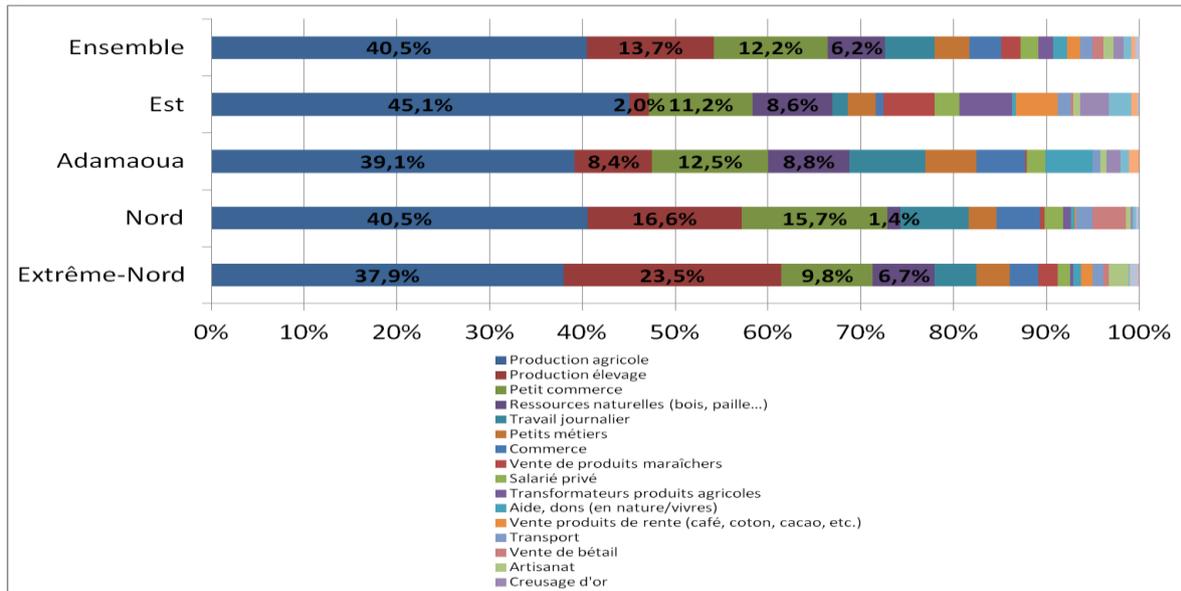
POSSESSION DE BIENS ET EQUIPEMENTS DES MENAGES

Biens	Extrême-Nord	Nord	Adamaoua	Est	Ensemble
Houe / hache	98%	98%	92%	92%	95%
Machette	83%	95%	95%	97%	92%
Téléphone portable	64%	65%	72%	38%	60%
Lampe à gaz / pétrole	26%	43%	80%	85%	57%
Faucille	64%	84%	37%	15%	51%
Chaises	26%	49%	50%	75%	49%
Table	27%	49%	32%	47%	38%
Radio	24%	43%	42%	41%	37%
Vélo	52%	40%	8%	6%	28%
Moto	16%	35%	21%	23%	24%
Charrue / Charrette	14%	32%	2%	1%	12%
Machine à écraser	2%	10%	8%	24%	11%
Télévision	4%	10%	14%	15%	11%
Fer à repasser	9%	7%	12%	10%	9%
Groupe électrogène	1%	3%	8%	9%	5%
Fusil de chasse	-	-	1%	5%	2%
Moulin	1%	2%	1%	3%	2%
Réfrigérateur	2%	1%	-	-	1%
Tronçonneuse	-	-	1%	2%	1%
Voiture	-	1%	-	1%	1%
Décortiqueuse	-	1%	-	-	-
Machine à coudre	-	-	-	-	-

QUINTILES DE BIEN-ETRE

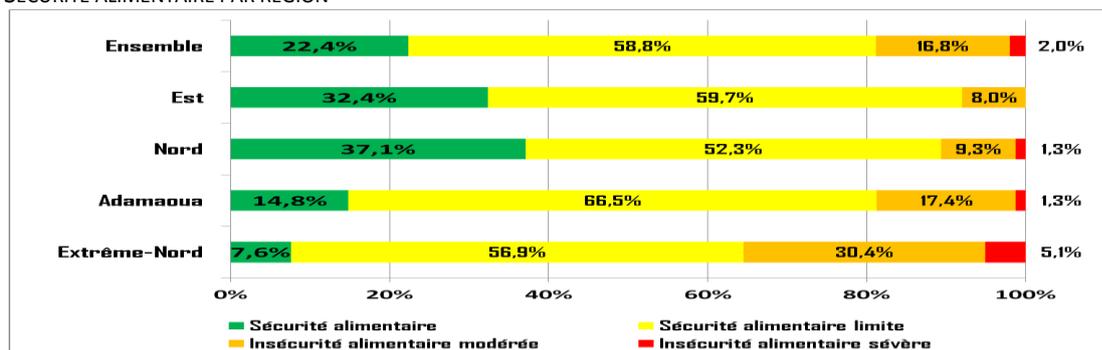


SOURCES DE REVENU



ANNEXE 5 : DONNEES ADDITIONNELLES SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

SECURITE ALIMENTAIRE PAR REGION



SOURCES D'ALIMENTS ET INSECURITE ALIMENTAIRE

Groupe d'aliments	Source	Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Céréales	Propre production (agricole, animale)	81%	19%
	Achat en espèce	83%	17%
	Emprunt/Achat à crédit	67%	33%
	Troc travail ou biens contre des aliments	-	100%
	Dons des parents/famille/amis	42%	58%
	Aide alimentaire (PAM, ONG, etc...)	65%	35%
	Autre	100%	-
Racines et tubercules	Propre production (agricole, animale)	89%	11%
	Achat en espèce	89%	11%
	Emprunt/Achat à crédit	100%	-
	Troc travail ou biens contre des aliments	-	100%
	Dons des parents/famille/amis	33%	67%
	Cueillette	-	100%
Viande	Propre production (agricole, animale)	87%	13%
	Achat en espèce	95%	5%
	Emprunt/Achat à crédit	100%	-
	Dons des parents/famille/amis	71%	29%
	Chasse	97%	3%
	Autre	100%	-

SOURCES DE REVENUS ET INSECURITE ALIMENTAIRE

Principale source de revenu	Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Production agricole	82%	18%
Production élevage	78%	22%
Commerce	95%	5%
Petit commerce	80%	20%
Vente de bétail	89%	11%
Vente de produits maraîchers	75%	25%
Fonctionnaire	100%	-
Petits métiers (Mécanicien, Électronicien, etc)	86%	14%
Vente produits de rente (café, coton, cacao, oignon)	92%	8%
Salarié (privé)	94%	6%
Transfert argent des migrants	33%	67%
Ressources naturelles (bois, paille, ...)	67%	33%
Aide, dons (en nature/vivres)	68%	32%
Travail journalier	65%	35%
Transport (auto / moto)	88%	12%
Artisanat	57%	43%
Crédit, emprunt	50%	50%
Pension de retraite / Pension invalidité	100%	-

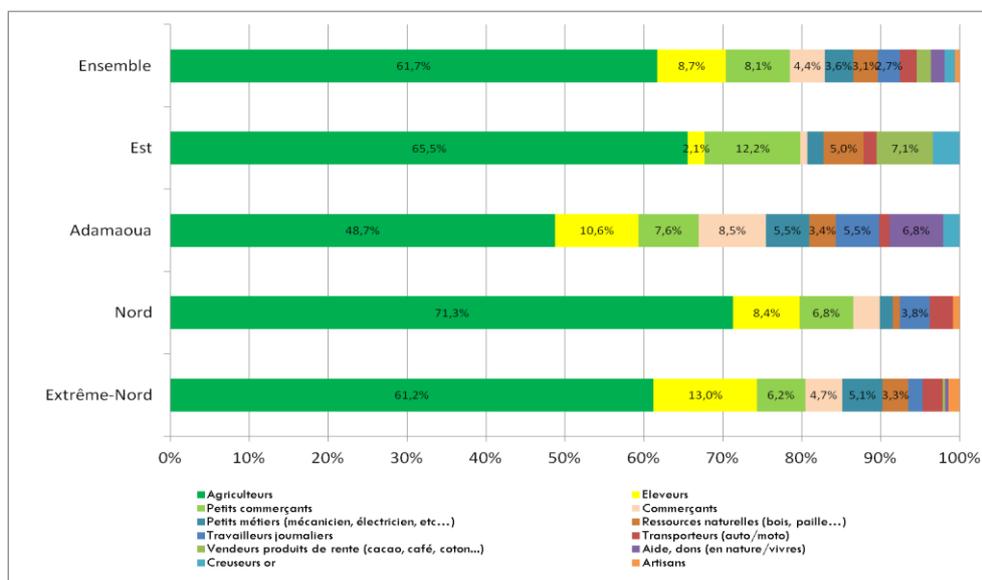
DETTES ET INSECURITE ALIMENTAIRE

		Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Dette demandée au cours des six derniers mois	Non	84%	16%
	Oui	77%	23%
Emprunt des aliments	Jamais	80%	20%
	Oui	70%	30%

BIEN-ETRE ET SECURITE ALIMENTAIRE

Biens	Possession	Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Lampe à pétrole	Non	72,4%	27,6%
	Oui	87,7%	12,3%
Machine à écraser	Non	79,5%	20,5%
	Oui	95,3%	4,7%
Télévision	Non	79,5%	20,5%
	Oui	96,0%	4,0%
Radio	Non	75,4%	24,6%
	Oui	91,0%	9,0%
Machette	Non	59,0%	41,0%
	Oui	83,1%	16,9%
Table	Non	74,5%	25,5%
	Oui	92,0%	8,0%
Chaises	Non	72,4%	27,6%
	Oui	90,3%	9,7%
Téléphone portable	Non	74,7%	25,3%
	Oui	85,5%	14,5%
Moto	Non	77,5%	22,5%
	Oui	93,1%	6,9%
Groupe électrogène	Non	80,4%	19,6%
	Oui	94,2%	5,8%

ANNEXE 6 : DONNEES ADDITIONNELLES SUR LES GROUPES DE MOYENS D'EXISTENCE



GROUPES DE MOYENS D'EXISTENCE ET REVENUS

Groupe de moyen d'existence	Revenus actuels du ménage			Evolution des revenus entre septembre 2014 et septembre 2015		
	Très instables	Plus ou moins stables	Stables	Hausse	Stable	Baisse
Agriculteurs	36%	49%	15%	16%	27%	57%
Petits métiers	44%	44%	11%	11%	31%	58%
Eleveurs	56%	36%	8%	9%	19%	72%
Ressources naturelles	52%	32%	16%	13%	19%	68%
Vendeurs produits de rente	22%	45%	33%	33%	45%	22%
Artisans	50%	50%	-	-	-	100%
Commerçants	40%	39%	21%	23%	26%	51%
Travailleurs journaliers	55%	41%	4%	4%	15%	82%
Petits commerçants	31%	53%	16%	10%	40%	50%
Aide/dons	23%	71%	6%	29%	47%	24%
Transporteurs	48%	33%	19%	29%	28%	43%
Creuseurs or	23%	69%	8%	-	15%	85%
Ensemble	38%	47%	15%	15%	27%	58%

GROUPES DE MOYENS D'EXISTENCE ET CHOCS

	Manque opportunit é d'emploi	Manque de fonds pour investir/ acheter du stock	Manque ou perte de moyens de production (manque de terre, équipements de production)	Absence de marché/ distance des marchés	Bas prix ou faible demande des produits agricoles, animaux, etc.	Insécurité	Autre
Agriculteurs	12,1%	28,5%	30,9%	9,2%	7,8%	3,2%	8,3%
Petits métiers	14,3%	31,7%	27,0%	11,1%	3,2%	4,8%	7,9%
Eleveurs	8,7%	26,7%	27,3%	6,7%	14,0%	5,3%	11,3%
Ressources naturelles	10,3%	24,1%	27,6%	12,1%	12,1%	5,2%	8,6%
Vendeurs produits de rente	3,3%	13,3%	23,3%	10,0%	30,0%	,0%	20,0%
Artisans	9,1%	36,4%	18,2%	9,1%	,0%	,0%	27,3%
Commerçants	6,6%	43,4%	15,8%	10,5%	5,3%	13,2%	5,3%
Travailleurs journaliers	39,6%	25,0%	20,8%	,0%	2,1%	2,1%	10,4%
Petits commerçants	11,6%	38,1%	19,7%	10,2%	10,2%	3,4%	6,8%
Aide, dons	14,3%	32,1%	25,0%	3,6%	,0%	3,6%	21,4%
Transporteurs	23,5%	26,5%	11,8%	11,8%	,0%	8,8%	17,6%
Creuseurs or	16,7%	25,0%	4,2%	4,2%	12,5%	29,2%	8,3%

ANNEXE 7 : AGRICULTURE

SUPERFICIE EMBLAVÉE PAR REGION

